

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagnworte	Bevölkerungswachstum
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1990 - 01.01.2020

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Benteli, Marianne
Berclaz, Philippe
Bernhard, Laurent
Eperon, Lionel
Freymond, Nicolas
Giger, Nathalie
Hirter, Hans
Porcellana, Diane
Zumbach, David

Bevorzugte Zitierweise

Benteli, Marianne; Berclaz, Philippe; Bernhard, Laurent; Eperon, Lionel; Freymond, Nicolas; Giger, Nathalie; Hirter, Hans; Porcellana, Diane; Zumbach, David 2024.
Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Bevölkerungswachstum, 1990 – 2019. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.
www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Infrastruktur und Lebensraum	1
Energie	1
Energiepolitik	1
Sozialpolitik	3
Bevölkerung und Arbeit	3
Bevölkerungsentwicklung	4
Arbeitsmarkt	19

Abkürzungsverzeichnis

UNO	Organisation der Vereinten Nationen
EFTA	Europäische Freihandelsassoziation
SECO	Staatssekretariat für Wirtschaft
BFS	Bundesamt für Statistik
BFE	Bundesamt für Energie
ALV	Arbeitslosenversicherung
EU	Europäische Union
BIP	Bruttoinlandsprodukt
EWR	Europäischer Wirtschaftsraum

ONU	Organisation des Nations unies
AELE	Association européenne de libre-échange
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
OFS	Office fédéral de la statistique
OFEN	Office fédéral de l'énergie
AC	assurance-chômage
UE	Union européenne
PIB	Produit intérieur brut
EEE	l'Espace économique européen

Allgemeine Chronik

Infrastruktur und Lebensraum

Energie

Energiepolitik

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.1994
LIONEL EPERON

Opérant un recul de 1.5 pour cent par rapport à 1993, la consommation finale d'énergie en Suisse a baissé pour la deuxième année consécutive. Parmi les facteurs qui ont permis cette diminution, il est à relever les conditions climatiques particulièrement clémentes, de même que les mesures visant à une utilisation plus rationnelle de l'énergie. L'augmentation de la consommation de certains agents énergétiques s'explique, quant à elle, par une meilleure conjoncture économique, par l'accroissement de la population ainsi que par les bas prix de l'énergie. Ces derniers se situent en effet largement au-dessous de ceux qui avaient cours avant la première crise pétrolière. Si la demande d'essence a diminué de 0.1 pour cent par rapport à l'année précédente, la consommation de carburant diesel a, en revanche, augmenté de 6.1 pour cent. Ce résultat est certainement dû à l'amélioration de la situation économique qui a induit une augmentation des transports par camions. Fait intéressant, la consommation finale au sein de la branche industrielle a diminué de 2.5 pour cent, quand bien même la production a crû de huit pour cent, signe d'une utilisation plus optimale de l'énergie dans ce secteur.¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2001
PHILIPPE BERCLAZ

En 2001, la consommation d'électricité a augmenté de 2.6 pour cent. Elle s'est élevée à 53.7 milliards de kilowattheures (kWh), soit une hausse de 1.4 milliards de kWh par rapport à l'année précédente. La consommation des ménages a cru de 1.9 pour cent, passant à 16.1 milliards de kWh. Les 50'000 âmes dont s'est étoffé la population suisse en 2001, ainsi que le froid des mois de d'avril, novembre et décembre expliquent cette augmentation. Le nombre de jours de chauffage a progressé de 5.7 pour cent.

La production d'électricité des centrales suisses a augmenté de 7.4 pour cent en 2001, passant à 70.2 milliards de kWh et battant au passage le record de 1999 (66.7 kWh). La **production d'électricité** des installations à accumulation a fait un bond de 20.8 pour cent. Les centrales hydrauliques et au fil de l'eau ont produit respectivement 11.7 pour cent et 1.1 pour cent de plus. Les centrales nucléaires suisses ont pour leur part tourné à 90.3 pour cent de leur capacité, produisant 25.3 milliards de kWh (+1.4%). Elles ont produit 36.1 pour cent de l'électricité suisse, l'apport des centrales hydrauliques se montant à 60.2 pour cent. Les centrales thermiques conventionnelles et les autres installations se sont partagé les 3.7 pour cent restants.²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2003
PHILIPPE BERCLAZ

La consommation d'électricité s'est élevée en 2003 à 55.1 milliards de kWh, soit une hausse de 1.1 milliard de kWh (+2%) par rapport à l'année précédente. La progression s'est déroulée lors des troisième et quatrième trimestres. Pendant les mois de grande chaleur (juin à août), la consommation a dépassé les valeurs de l'année précédente de 2.6 à 3.0 pour cent. Pour l'OFEN, la croissance démographique (augmentation de 61'000 individus) était le principal facteur de l'augmentation. De son côté, l'économie a freiné sa consommation. Par ailleurs, le nombre de degrés-jours de chauffage a surpassé de 7.1 pour cent le nombre de l'année précédente. Les mois de février, octobre et décembre ont été nettement plus froids qu'en 2002.

La production d'électricité des centrales suisses a augmenté de 0.4 pour cent en 2003, passant à 65.3 milliards de kWh. Les centrales hydrauliques, qui ont connu des conditions d'exploitation moyennes, ont produit 0.2 pour cent d'électricité de moins que l'année précédente. La baisse de production des centrales au fil de l'eau (-12.6%) a pu être compensée par l'activité renforcée des installations à accumulation (+11.4%). Grâce à une utilisation à 92.2 pour cent de leur capacité, les cinq centrales nucléaires suisses ont établi un nouveau record avec 25.9 milliards de kWh produits. Globalement, l'apport à la production d'électricité a été de 55.9 pour cent pour les centrales électriques, de 39.7 pour cent pour les centrales nucléaires et de 4.4 pour cent pour les centrales thermiques conventionnelles et les autres installations. En 2003, la production nationale a excédé les besoins (consommation nationale) pendant neuf mois. Avec des importations de 42.4 milliards et des exportations de 45.5 milliards de kWh, le résultat est un excédent d'exportations de 3.1 milliards de kWh. Aux premier et

quatrième trimestres 2003, il a fallu importer 2.3 milliards de kWh pour rétablir l'équilibre entre offre et demande. Aux deuxième et troisième trimestres en revanche, on a enregistré un excédent d'exportations de 5.4 milliards de kWh.³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2005
PHILIPPE BERCLAZ

La consommation finale d'électricité en 2005 s'est élevée à 57.3 milliards de kWh, en hausse de 2.1 pour cent par rapport à l'année précédente. Ce chiffre représente un nouveau record. Pendant le premier trimestre 2005, la consommation a été supérieure de 1.8 pour cent par rapport à la même période en 2004. Elle a enregistré une progression de 2.1 à 2.3 pour cent durant les autres trimestres. Selon l'OFEN, la forte consommation d'électricité est due à l'évolution conjoncturelle et à la croissance démographique. De plus, le nombre des degrés-jours de chauffage a connu une progression de 5.4 pour cent par rapport à 2004, les mois de février, d'avril et de décembre ayant été nettement plus froids.

La production d'électricité des centrales suisses a reculé de 8.8 pour cent, passant à 57.9 milliards de kWh. Au premier trimestre 2005, la production indigène était supérieure de 3.2 pour cent à 2004, avant de chuter de 9.9 à 15.8 pour cent entre le deuxième et le quatrième trimestre 2005. Ayant connu des conditions d'exploitation inférieures à la moyenne, les centrales hydrauliques ont produit 6.7 pour cent d'électricité de moins qu'en 2004 (-6.5% pour les centrales au fil de l'eau et -6.9% pour les centrales d'accumulation par pompage). En raison de l'arrêt de la centrale de Leibstadt entre avril et août, la production des centrales nucléaires a diminué de 13.4 pour cent, passant à 22 milliards de kWh. La disponibilité des cinq centrales a ainsi baissé pour s'établir à 78.3 pour cent. Globalement, les centrales hydroélectriques ont contribué à hauteur de 56.6 pour cent à la production d'électricité, les centrales nucléaires à raison de 38 pour cent tandis que l'apport des centrales thermiques conventionnelles et des autres installations a été de 5.4 pour cent. En 2005, la production nationale a excédé les besoins (consommation nationale) pendant seulement quatre mois. Avec des importations de 47.1 milliards de kWh et des exportations de 40.7 milliards de kWh, l'excédent des importations a été de 6.4 milliards de kWh.⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2007
NICOLAS FREYMOND

Pour la première fois depuis 1997, la consommation finale d'électricité a connu une baisse (-0.6%) en 2007 pour s'établir à 57.4 milliards de kWh (contre 57.8 en 2006). Cette baisse s'explique essentiellement par les températures clémentes du premier trimestre occasionnant un recul de 5.8 pour cent de la demande d'électricité par rapport au premier trimestre 2006. Si la consommation a reculé de 3.7 pour cent au premier semestre, elle est par contre repartie à la hausse au troisième (+0.8%) et, surtout, au quatrième (+4.4%) trimestres. L'OFEN impute cette augmentation à la croissance économique (hausse du PIB de 3.1% en 2007) et démographique (de 0.8%, avec 60'000 habitants supplémentaires).

La production d'électricité des centrales suisses a crû de 6.1 pour cent, s'établissant à 65.9 milliards de kWh contre 62.1 en 2006. Bénéficiant de conditions d'exploitation conformes à la moyenne, les centrales hydrauliques ont produit 11.7 pour cent d'électricité de plus qu'en 2006: 4.6 pour cent pour les centrales au fil de l'eau et 18.4 pour cent pour les centrales à accumulation. La production des centrales nucléaires a progressé de 0.4 pour cent pour atteindre la valeur record de 26.3 milliards de kWh (contre 26.2 milliards en 2006). La disponibilité des cinq centrales nucléaires a donc augmenté pour s'établir à 93.7 pour cent (contre 93.4% en 2006). Globalement, les centrales hydroélectriques ont contribué à hauteur de 55.2 pour cent à la production d'électricité, les centrales nucléaires à raison de 40.0 pour cent, tandis que l'apport des centrales thermiques conventionnelles et des autres installations était de 4.8 pour cent. En 2007, la production nationale a excédé la consommation domestique pendant sept mois. Avec des importations de 48.5 milliards de kWh et des exportations de 50.6 milliards, l'excédent des exportations s'est élevé à 2.1 milliards de kWh (contre un excédent des importations de 2.7 milliards de kWh en 2006).⁵

En 2010, la consommation d'électricité a augmenté de 4 pour cent par rapport à 2009 pour s'établir à 59.8 milliards de kWh (contre 57.5 en 2009). À l'exception du mois de janvier, la consommation a été durant toute l'année de 1.9 à 6.8 pour cent supérieure aux périodes correspondantes de l'année précédente. Par rapport à 2009, le deuxième trimestre a affiché la plus forte hausse (+6.2%), suivi du quatrième (+4.9%), du troisième (+3.2%) et enfin du premier (+2.0%). L'OFEN a expliqué cette hausse par la croissance économique (PIB: +2.6%) et démographique (population résidente: +0.9%), ainsi que par des températures nettement plus froides, qui ont occasionné une augmentation de 12.7 pour cent du nombre de degrés-jours de chauffage, sachant que près de 10 pour cent du courant consommé sont utilisés pour le chauffage.

La production d'électricité des centrales suisses a diminué de 0.4 pour cent pour s'établir à 66.3 milliards de kWh (contre 66.5 milliards en 2009), soit le cinquième meilleur résultat. Les centrales hydrauliques ont produit 0.8 pour cent de courant en plus par rapport à 2009. Les centrales au fil de l'eau ont connu une baisse de 0.5 pour cent, tandis que celles à accumulation ont affiché une hausse de 1.9 pour cent. La production des centrales nucléaires a quant à elle enregistré un recul, passant 26.12 à 25.2 milliards de kWh (-3.5%). La disponibilité des cinq centrales nucléaires suisses a par conséquent reculé à 88.7 pour cent (92.4% en 2009). Globalement, les centrales hydrauliques ont contribué à hauteur de 56.5 pour cent (2009: 55.8%) à la production d'électricité, les centrales nucléaires à raison de 38.1 pour cent (2009: 39.3%), tandis que l'apport des centrales thermiques conventionnelles et des autres installations a crû à 5.4 pour cent (2009: 4.9%). En 2010, la production nationale a excédé la consommation domestique pendant six mois. Avec des importations de 66.8 milliards de kWh et des exportations de 66.3 milliards, l'excédent des importations s'est élevé à 0.5 milliard de kWh (contre un excédent des exportations de 2.2 milliards en 2009).⁶

Malgré la croissance économique (PIB: +1.9%) et démographique (population résidente permanente: +1.0%), **la consommation d'électricité a, en 2011, enregistré une baisse de deux pour cent** par rapport à l'année précédente pour s'établir à 58.6 milliards de kWh. Selon l'OFEN, ce sont en premier lieu les températures nettement plus élevées qui sont à l'origine de cette baisse. L'année 2011 a été particulièrement chaude, entraînant un recul du nombre de degrés-jours de chauffage de 18 pour cent.

La production d'électricité des centrales suisses a diminué de 5.1 pour cent. Les centrales hydrauliques (centrales au fil de l'eau et centrales à accumulation) ont produit 9.8 pour cent d'électricité de moins qu'en 2010. La production des centrales au fil de l'eau a baissé de 8.1 pour cent, celle des centrales à accumulation de 11 pour cent. La production d'électricité des cinq centrales nucléaires suisses est passée de 25.2 milliards de kWh en 2010 à 25.6 milliards en 2011 (+1.4%), notamment en raison d'une nouvelle production record du site de Leibstadt. Les centrales hydrauliques ont contribué à hauteur de 53.7 pour cent à la production totale d'électricité, alors que la part de marché des centrales nucléaires s'est établie à 40.7 pour cent. L'apport des centrales thermiques conventionnelles et des autres installations a atteint 5.6 pour cent. En ce qui concerne les échanges extérieurs, la Suisse a enregistré des importations de 83.3 milliards et des exportations de 80.7 milliards de kWh. L'excédent des importations s'est donc élevé à 2.6 milliards de kWh.⁷

Sozialpolitik

Bevölkerung und Arbeit

Bevölkerungsentwicklung

POSTULAT
DATUM: 19.04.1990
MARIANNE BENTELI

Die fortschreitende Überalterung der Gesellschaft hatte den Bundesrat im Vorjahr veranlasst, einen zweiten Demographiebericht mit pessimistischeren Annahmen zum Wirtschaftswachstum erstellen zu lassen, welcher zu Beginn des Frühjahrs publiziert wurde und in gekürzter Form Bestandteil der Botschaft zur 10. AHV-Revision war. Allerdings liess auch diese Studie viele Fragen offen, was eine Gruppe bürgerlicher Parlamentarier veranlasste, mit einem im Herbst eingereichten Postulat den Bundesrat aufzufordern, den Räten sobald als möglich **Bericht über seine künftige Alterspolitik zu erstatten** und dabei grundsätzliche Lösungsansätze darzustellen. Das für den Demographiebericht federführende Bundesamt für Statistik kündigte bereits an, im Anschluss an die Volkszählung 1990 – welche mit dem Stichtag 4. Dezember durchgeführt wurde – neue Szenarien der Bevölkerungsentwicklung berechnen zu wollen.⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 18.02.1991
MARIANNE BENTELI

1990 verzeichnete die ständige Wohnbevölkerung der Schweiz ihren **grössten Zuwachs der letzten zwanzig Jahre**. Sie nahm um 76 000 Personen oder 1,1% auf 6,75 Mio zu, wobei hier die ausländischen Niedergelassenen und Jahresaufenthalter mit einer Zunahme von rund 60 000 Personen besonders stark ins Gewicht fielen. Prozentual am meisten wuchs die Bevölkerung im Kanton Schwyz (+2,1%/o), gefolgt von Freiburg (+2%) sowie Thurgau und Waadt (je +1,9%). Am Schluss der Rangliste befanden sich Uri (+0,0%), Appenzell I.Rh. (+0,4%) sowie Zürich und Baselland (je +0,5%).⁹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 18.12.1991
MARIANNE BENTELI

Ein Jahr nach der **Volkszählung** präsentierte das Bundesamt für Statistik (BfS) die ersten provisorischen Resultate. Am Stichtag, dem 4. Dezember 1990, betrug die Wohnbevölkerung der Schweiz 6 873 687 Personen, **8% mehr als 1980**. Damit ist die Einwohnerzahl der Schweiz in diesem Zeitraum deutlich stärker angestiegen als jene der anderen europäischen Länder. Im Dezennium 1970-1980 hatte die Zunahme lediglich 1,5 % betragen. Entgegen früheren Erhebungen geht der Bevölkerungszuwachs nur zu einem Drittel auf den Geburtenüberschuss zurück, zu zwei Dritteln wurde er durch Zuwanderung aus dem Ausland verursacht.

Zwischen den Kantonen zeigten sich deutliche Unterschiede. Während beispielsweise Aargau, Freiburg, Waadt, Wallis und Zug über 10% Zunahme verzeichneten, konnten Uri, Bern, Zürich und Jura nur geringfügig zulegen. Aufgrund der Bevölkerungsverschiebungen verlieren Bern und Zürich je einen Sitz im Nationalrat zugunsten der Kantone Aargau und Zug. Diese Änderungen gelten, unter Vorbehalt der definitiven Resultate, jedoch erst für die Nationalratswahlen von 1995.

Der Bevölkerungszuwachs der letzten zehn Jahre führte zu einer **starken Ausdehnung von kleinstädtischen Pendlerregionen rund um die Grossstädte**, weshalb die Verantwortlichen des BfS denn auch von einer "Verkleinstädterung" der Schweiz sprachen: Gab es 1980 noch 94 Städte mit über 10 000 Einwohnern, kamen bis 1990 gleich 14 neue dazu. Verluste hinnehmen mussten vor allem Klein- und Kleinstgemeinden mit weniger als 500 Einwohnern sowie grosse und mittlere Städte. Das BfS machte Massenmotorisierung, hohe Bodenpreise und fehlende Familienwohnungen in den Städten für diese deutlichen Veränderungen in der Siedlungsstruktur verantwortlich. Aber auch die gesellschaftlichen Umwälzungen hinterliessen ihre Spuren: Noch stärker als die Bevölkerung erhöhte sich die Zahl der Privathaushalte, nämlich um 17% auf 2,87 Mio Einheiten; die durchschnittliche Haushaltgrösse reduzierte sich von 2,6 auf 2,4 Personen.¹⁰

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 30.12.1992
MARIANNE BENTELI

Im Vorjahr hatten erste Ergebnisse der **Volkszählung** von 1990 gezeigt, dass die Wohnbevölkerung der Schweiz zwischen 1980 und 1990 unerwartet stark um 8% auf nahezu 6,9 Mio Personen zugenommen hat. Neu am Bevölkerungswachstum der 80er Jahre war, dass es zu zwei Dritteln durch den Wanderungssaldo und nur zu einem Drittel durch den Geburtenüberschuss entstand. Seit dem Beginn der Wachstumsphase in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts hatte immer der Geburtenüberschuss den Hauptteil der Bevölkerungszunahme ausgemacht. Um diese Tendenzen auch im Hinblick auf die Alterung der Bevölkerung zu analysieren, gab der Bundesrat einer interdepartementalen Arbeitsgruppe unter der Leitung des Bundesamtes für Statistik (BFS) den Auftrag, **Szenarien für die künftige Bevölkerungsentwicklung** der Schweiz auszuarbeiten.

Im Vordergrund des Interesses standen dabei die Auswirkungen eines Beitritts zum EWR (Variante "Integration"). Weitere Hauptszenarien gingen von einem Alleingang unter Beibehaltung der bisherigen Ausländer- und Asylpolitik ("Kontinuität") bzw. von einem Nullwachstum der Bevölkerung ("Stabilisierung") oder einer Schliessung der Grenzen für neue Zuwanderer ("Abgrenzung") aus. In Alternativmodellen wurden ferner der Einfluss einer zunehmenden Geburtenhäufigkeit und einer geringer wachsenden Lebenserwartung untersucht.

Für die nächsten Jahrzehnte wurde nach den als besonders realistisch eingestuften Szenarien "Integration" und "Kontinuität" mit einem weiteren Bevölkerungswachstum gerechnet. Die Einwanderung, aber auch der durch die grossen Jahrgänge der 50er und 60er Jahre verursachte höhere Geburtenüberschuss bilden die Hauptursachen dafür. Dem Integrationszenario zufolge dürfte die Bevölkerung bis ins Jahr 2020 auf etwa 7,5 Mio ansteigen, nach dem Kontinuitätsmodell auf 7,7 Mio. Dieser Unterschied ergab sich daraus, dass bei einem Beitritt zum EWR mit einem mehr produktivitätsorientierten Wirtschaftswachstum gerechnet wurde, beim Alleingang mit einem eher extensiven. Nach beiden Szenarien wird sich der künftige Ausländeranteil an der Gesamtbevölkerung auf rund 22% erhöhen und – bei der Variante Integration etwas weniger deutlich als bei jener der Kontinuität – vornehmlich aus einer Zunahme bei den Nicht-EWR-Bürgern resultieren.

Alle Szenarien sagten für die nächsten dreissig Jahre einen **grundlegenden Wandel in der Altersstruktur** voraus. Die Zahl der 15- bis 40jährigen nimmt künftig kontinuierlich ab, wobei der stärkste Rückgang bei den Jugendlichen und jungen Erwachsenen erwartet wird. Das Bevölkerungswachstum in den kommenden Jahrzehnten erfolgt so fast ausschliesslich bei den über 50- und vor allem bei den über 64jährigen. Es wurde geschätzt, dass nach dem Jahr 2010 rund die Hälfte der Stimm- und Wahlberechtigten über 50jährig sein dürften. Ebenso wird sich das zahlenmässige Verhältnis zwischen Erwerbstätigen und Rentnern spürbar verschlechtern. Heute kommen auf 100 Personen im erwerbstätigen Alter 24 Rentnerinnen und Rentner; im Jahre 2020 werden es bereits 34 und im Jahre 2040 deren 44 sein. Erst nach 2035 zeichnet sich ein Rückgang der Alterung der Bevölkerung und eine anschliessende Stabilisierung auf hohem Niveau ab.¹¹

BERICHT
DATUM: 03.06.1993
MARIANNE BENTELI

Der vor bald 20 Jahren zur Diskussion von Zukunftsfragen ins Leben gerufene **Perspektivstab der Bundesverwaltung**, welcher zurzeit unter dem Vorsitz von Bundeskanzler Couchepin steht, legte dem Bundesrat ein **Diskussionspapier** vor, welches anhand der im Vorjahr entwickelten Bevölkerungsszenarien des Bundesamtes für Statistik (BFS) die Bevölkerungsentwicklung und deren volkswirtschaftliche und ökologische Relevanz für die nächsten 10 bis 15 Jahre thematisierte. Ausgehend von den drei Hauptmerkmalen der künftigen Bevölkerungsentwicklung der Schweiz, nämlich vom Bevölkerungswachstum bis ins Jahr 2010 mit anschliessendem Rückgang, dem stark beschleunigten Prozess der (Über-)Alterung der Bevölkerung sowie der zentralen Rolle, welche die Zuwanderung von Ausländern auch in der künftigen Bevölkerungsentwicklung spielen wird, skizzierte die Arbeitsgruppe zwei mögliche Szenarien für die Zeit nach dem Jahr 2010. Das eine basiert auf der Stagnation und sogar Abnahme der Erwerbstätigen bei zunehmender Zahl der über 65jährigen, das andere auf einer altersstrukturerehaltenden Steigerung des Anteils der Ausländer auf bis zu 40% der Wohnbevölkerung, wenn die durch den Geburtenrückgang bedingten Lücken auf dem Arbeitsmarkt vollumfänglich durch Zuwanderung ausgeglichen würden.

Der Bericht des Perspektivstabes wollte Möglichkeiten aufzeigen, jedoch weder Ziele definieren noch Rezepte anbieten. Das Diskussionspapier ordnete vorderhand noch einen gewissen Handlungsspielraum, zumindest solange als die Wanderungsbewegungen zwischen Süd und Nord kontrollierbar und deshalb mittels politischer Massnahmen beeinflussbar bleiben. Sachgerechte Lösungen bedingten aber, dass die Schweizer Bevölkerung bereit sei, sich intensiv mit dem Fremden auseinanderzusetzen und wirtschaftlich-technologische Neuerungen sowie ein Umdenken der Umwelt gegenüber einzuleiten. Zunächst aber einmal müsste die bevölkerungspolitische Problematik bewusst gemacht werden. Der Formulierung und Vermittlung der Probleme sowie möglicher Lösungen komme deshalb eine zentrale Rolle zu.¹²

BERICHT
DATUM: 30.11.1993
MARIANNE BENTELI

In seinem Länderbericht zuhanden der Internationalen Konferenz über Bevölkerung und Entwicklung, die 1994 in Kairo stattfinden soll, hielt der Bundesrat fest, dass auch in der Schweiz die Notwendigkeit bestehe, **Bevölkerungsfragen bewusster zu thematisieren**, der Bund aber keine koordinierte Bevölkerungspolitik verfolge und auch keine bevölkerungspolitischen Massnahmen in Betracht ziehe.¹³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 30.12.1993
MARIANNE BENTELI

Die **definitiven Ergebnisse der Volkszählung von 1990** zeigten das Bild einer Schweiz in raschem gesellschaftlichem und kulturellem Wandel. In den 80er Jahren wurden 530 000 neue Arbeitsplätze geschaffen. Die Zahl der Erwerbstätigen stieg damit um 17,1%. Diejenige der erwerbstätigen Frauen nahm um 192 000 zu. 44,7% aller Frauen arbeiteten teilzeitlich, während es bei den Männern nur 5,2% waren. Fast vier von fünf Frauen waren im Dienstleistungssektor tätig, der kontinuierlich expandierte und zum Zeitpunkt der Volkszählung 63,9% der Arbeitskräfte beschäftigte. Gegenüber 1980 schrumpfte der industrielle Sektor von 39,4% auf 31,8% der Erwerbstätigen.

Die Verstädterung der Schweiz ging rasant weiter. Hatten 1980 noch 61,6% der Einwohner in städtischem Umfeld gewohnt, waren es 1990 bereits 68,9%. Sie lebten verteilt auf 48 Agglomerationen und neun isolierte Städte. In den 80er Jahren entstanden 15 neue Agglomerationen vor allem um die rasch wachsenden Kleinzentren des Wallis, des Berner Oberlandes und des St.Galler Rheintals sowie in den Kantonen Aargau und Thurgau. Besonders stark wuchsen die Grossagglomerationen Genf und Lausanne.

Der Trend zu mehr und kleineren Haushalten setzte sich ungebrochen fort. Die Zahl der Haushalte wuchs um 392 000 oder 16,0%. 1990 lebte fast in jedem dritten Haushalt eine Person allein, mehrheitlich waren es Frauen. Die steigende Zahl von Rentnern und das Hinausschieben der Familiengründung haben den Anteil der Paarhaushalte ohne Kinder von 22,8 auf 26,6% ansteigen lassen. Mehr als verdoppelt hat sich die Zahl der Konkubinatspaare. Der Anteil der Haushalte von Eltern mit Kindern ging weiter zurück und machte noch 37,5% aus. Die Kinderzahl blieb jedoch mit 1,83 fast konstant. Der Anteil der geschiedenen Personen erhöhte sich dagegen um ein Drittel von 3,2 auf 4,3% der Bevölkerung.

Die stärkere Präsenz von Ausländern hat eine neue Vielfalt von Sprachen und Religionen gebracht. Erstmals waren die Nicht-Landessprachen mit 8,9% stärker vertreten als das Italienische, allen voran die slawischen Sprachen – primär Serbokroatisch –, gefolgt von Spanisch, Portugiesisch, Türkisch und Englisch. Bei den Konfessionsgruppen fällt der starke Zuwachs der Mohammedaner auf 150 000 und der ostkirchlichen Religionsgemeinschaften auf 72 000 Angehörige auf.¹⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 29.03.1994
MARIANNE BENTELI

Die Bevölkerungszahl der Schweiz hat 1994 erstmals die Grenze von **sieben Millionen** überschritten. Die ständige Wohnbevölkerung (ohne internationale Funktionäre, Saisoniers, Kurzaufenthalter und Asylbewerber) nahm im Berichtsjahr um 56 600 Personen auf 7 021 200 zu. Die Zuwachsrate von 0,8% lag unter derjenigen der sechs Vorjahre. Die Zunahme ergab sich zu 40% aus einem Geburtenüberschuss und zu 60% aus einem – gegenüber 1991 allerdings um rund 50% geringeren – Einwanderungsüberschuss. Insgesamt 13 Kantone vermeldeten einen Bevölkerungszuwachs über dem Mittel. Voran lagen die Innerschweizer Kantone Zug (2,0%) und Schwyz (1,8%). Überdurchschnittliche Zunahmen verzeichneten auch Freiburg und Nidwalden (je 1,6%) sowie Thurgau und Tessin (je 1,5%). Am schwächsten war die Wachstumsrate in Basel-Stadt (0,1%) und Bern (0,3%).¹⁵

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 30.03.1994
MARIANNE BENTELI

Nach Bukarest 1974 und Mexico-City 1984 fand im September in Kairo die dritte von der UNO organisierte **Internationale Konferenz über Bevölkerung und Entwicklung** statt. Die Schweizer Delegation, welcher neben dem stellvertretenden Chef der Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe (DEH) auch Nationalrätin Elisabeth Caspar-Hutter (sp, SG) als Repräsentantin der Nichtregierungsorganisationen (NGO) angehörte, wurde von Bundesrätin Ruth Dreifuss angeführt. Das offizielle Mandat des Bundesrates für die Schweizer Delegation fusste auf der Überzeugung, dass eine Reduktion der Bevölkerungswachstumsraten sehr stark von Bildungsmöglichkeiten für Mädchen, vom Vorhandensein von bezahlter Arbeit für Frauen und vom Zugang zu medizinischer Grundversorgung für alle abhängt. Die Schweizer Delegation sprach sich für eine breite Sicht der Bevölkerungsthematik aus, welche **ökologische**

Gesichtspunkte ebenso einbezieht wie demographische. Sie erachtete spezifische Massnahmen zur Geburtenregelung als unentbehrlicher Bestandteil jeder Entwicklungspolitik, betonte aber, dies dürfe nur unter Rücksichtnahme auf die Würde und Freiheit der Betroffenen geschehen. In der sehr kontroversen Frage der Abtreibung unterstützte die Schweiz die Absicht, dieses Thema nicht im Konferenztextabschnitt über die Familienplanung, sondern in jenem über die Gesundheit der Mütter und mit deutlicher Reverenz gegenüber den nationalen Gesetzgebungen unterzubringen.¹⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 21.10.1994
MARIANNE BENTELI

Die Herausforderung einer zunehmenden **Überalterung der Bevölkerung** kann gemäss verschiedenen, vom Bundesamt für Konjunkturfragen in Auftrag gegebenen Studien kurz- und mittelfristig bewältigt werden. Voraussetzung dafür sind aber die Erhaltung der Wettbewerbsfähigkeit der schweizerischen Wirtschaft, eine Gesundung der Staatsfinanzen sowie eine Qualitätssicherung im Bildungswesen.¹⁷

POSTULAT
DATUM: 16.12.1994
MARIANNE BENTELI

Im Anschluss an die Konferenz beantragte Nationalrätin Bär (gp, BE), der Bundesrat solle in einem Bericht und mit einem Zeitplan darlegen, wie er die an der Kairoer Konferenz verabschiedeten Programme umzusetzen gedenke. Der Bundesrat war bereit, das Postulat entgegenzunehmen, doch wurde es von Nationalrat Dreher (fps, ZH) bekämpft und damit der Diskussion vorderhand entzogen.¹⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 09.03.1995
MARIANNE BENTELI

Die Bevölkerung der Schweiz wächst weiter, aber immer schwächer. Im Berichtsjahr nahm die Einwohnerzahl um 41 000 oder 0,6% zu, was die **niedrigste Zuwachsrate seit 1986** bedeutet. Im Rekordjahr 1991 hatte der Bevölkerungsanstieg noch 1,3% betragen. Ende Jahr lebten - Saisonniers, Kurzaufenthalter und Asylbewerber nicht mitgezählt - 7 060 400 Personen in der Schweiz. Der Bestand der Schweizerinnen und Schweizer erhöhte sich im Berichtsjahr um 0,2% auf knapp 5,7 Millionen. Diese Zunahme ist in erster Linie auf Einbürgerungen zurückzuführen, da die Geburten die Abwanderung bei weitem nicht wettmachen konnten.¹⁹

BERICHT
DATUM: 12.10.1995
MARIANNE BENTELI

Gemäss den vom Bundesamt für Statistik (BFS) ausgewerteten Daten der Volkszählung von 1990 stieg die **durchschnittliche Lebenserwartung** der Männer in der Schweiz seit Anfang der achtziger Jahre um 1,79 auf 74,19 Jahre. Bei den Frauen erhöhte sie sich im gleichen Zeitraum noch deutlicher, nämlich um 1,97 auf 81,05 Jahre. Nach dem BFS dürfte die seit jeher feststellbare Differenz zwischen der Lebenserwartung der beiden Geschlechter jedoch in den nächsten Jahren stagnieren, wenn nicht sogar abnehmen. Männer, die das 65. Altersjahr erreicht haben, leben im Durchschnitt noch 15,5 Jahre; bei den Frauen liegt der Wert bei 19,7 Jahren. Das grösste Ungleichgewicht zwischen den Sterberaten von Männern und Frauen liegt laut BFS bei der Altersgruppe der 15- bis 44jährigen. In dieser Zeit sind die Männer einem ungleich höheren Risiko ausgesetzt, an den Folgen von Unfällen, Herzkrankheiten oder AIDS zu sterben. Das Todesrisiko von 20jährigen Männern ist dabei dreimal höher als jenes der gleichaltrigen Frauen. Der enorme **Risikounterschied zwischen Männern und Frauen** betrifft zudem einen immer grösseren Altersausschnitt. So war die Sterbewahrscheinlichkeit der jungen Männer in der Zeit von 1988 bis 1993 doppelt so hoch wie jene der Frauen zwischen 16 und 39 Jahren; zehn Jahre zuvor erstreckte sich diese Verdoppelung erst auf die weibliche Altersgruppe zwischen 16 und 34 Jahren.

Wie aus der Sterbetafel 1988/1993 hervorgeht, lassen sich aber auch **je nach Zivilstand** sehr unterschiedliche Sterblichkeitsrisiken ermitteln. Dabei haben in der Schweiz wie auch in zahlreichen anderen Ländern die Verheirateten die höchste Überlebenswahrscheinlichkeit. Demgegenüber ist das Risiko bei geschiedenen und ledigen Männern deutlich grösser. Begründet wurden diese Unterschiede mit sozialen Ursachen, wobei die Situation bei den ledigen Männern erneut in den Zusammenhang von Gewalt und AIDS gestellt wurde.²⁰

BERICHT
DATUM: 30.12.1995
MARIANNE BENTELI

Ein weiterer Bericht des BFS vertrat die Ansicht, die stetige **Alterung der Bevölkerung** und das Abflachen des Bevölkerungswachstums seien zwingende Konsequenzen einer hochtechnisierten und individualistisch orientierten Gesellschaft, welche die Verlängerung der Lebensdauer zu einem ihrer obersten Ziele gemacht habe. Der Trend sei in allen Staaten der nördlichen Hemisphäre sowie in Japan ähnlich. Als Nebeneffekt der Alterung ortete der Bericht eine zunehmende "Feminisierung" der Bevölkerung, da durch die höhere Lebenserwartung der Frauenanteil mit steigendem Alter zunimmt. Als mögliche Folgen dieser Entwicklung nannte die Studie die Flexibilisierung der Lebens- und Wochenarbeitszeiten, die Notwendigkeit der Reorganisation der Bildungssysteme sowie den Wandel der Branchenstruktur in Richtung Dienstleistungsgesellschaft, da die Arbeitsnachfrage im pflegerischen und sozialen Bereich proportional zur Alterung der Bevölkerung zunehme.²¹

BERICHT
DATUM: 30.12.1996
MARIANNE BENTELI

Gleich drei neue Publikationen zur Bevölkerungsentwicklung stellte das Bundesamt für Statistik (BFS) im Berichtsjahr vor. Alle drei Untersuchungen bestätigten die bereits früher festgestellten grossen demographischen Trends in der Schweiz. Im Vordergrund stand dabei – gerade auch im Zusammenhang mit der aktuellen politischen Diskussion um die Zukunft der Sozialwerke – die **Fortsetzung der demographischen Alterung**. Gemäss BFS erfährt das Bevölkerungswachstum im laufenden Jahrzehnt den stärksten Anstieg der nächsten 40 Jahre. Unter Einbezug der verschiedenen Einflussfaktoren, wie z.B. die Beziehungen zu Europa, die Entwicklungen im Ausländer- und Asylbereich und die allgemeine Wirtschaftsentwicklung, dürfte die Zahl der ständigen Einwohner in 10 bis 15 Jahren mit rund 7,5 Millionen einen Höhepunkt erreichen und anschliessend konstant bleiben oder leicht zurückgehen. Das Bevölkerungswachstum wird fast ausschliesslich in der Altersgruppe über 50, vor allem aber bei den über 65jährigen erfolgen. Erst nach 2035 könnte es zu einer Stabilisierung – allerdings auf hohem Niveau – kommen. Das BFS betonte aber, dass die Schweiz bei all dem **kein extrem überaltertes Land** ist, sondern im Durchschnitt der übrigen europäischen Länder liegt, was auf die Zuwanderung von jungen Ausländerinnen und Ausländern zurückzuführen ist.

Die beschleunigte demographische Alterung ist eine Folge der weiteren Zunahme der Lebenserwartung und der tiefen Geburtenhäufigkeit, mit der die Zahl der Kinder, der Heranwachsenden und der jungen Erwachsenen sinkt. Gleichzeitig mit diesen beiden Entwicklungen kommt auch noch die Baby-Boom-Generation ins Rentenalter. Auswirkungen dürften sich vor allem bei den Ausgaben für die soziale Sicherung, beim Arbeitsmarkt und bei der Bildung zeigen. Insbesondere die Zukunft der Sozialversicherungen wie AHV, IV oder ALV hängt wegen des Umlageverfahrens ausgeprägt von der demographischen Entwicklung ab. Die entsprechenden politischen Diskussionen erhielten im Berichtsjahr durch die Publikation des IDA-FiSo-Berichtes zusätzlichen Zündstoff. Die Arbeiten des BFS bestätigten die diesem Bericht zugrundeliegenden demographischen Annahmen. Das Verhältnis von Personen im erwerbsfähigen Alter zu Personen im Rentenalter von heute 4:1 wird sich in den kommenden 40 Jahren auf gegen 2:1 verändern.

Massgebend für die Finanzierung der AHV ist nicht allein die Bevölkerung im erwerbsfähigen Alter, sondern auch die Erwerbsquote, also wie viele Leute tatsächlich und in welchem Umfang einer bezahlten Beschäftigung nachgehen. Dabei wird vor allem das künftige Verhalten der Frauen eine Rolle spielen. Gemäss dem Trend der Vergangenheit wird sich die Erwerbsneigung der Frauen sehr wahrscheinlich weiter leicht erhöhen. Dem stehen aber längere Ausbildungszeiten und die Möglichkeiten der Frühpensionierung gegenüber, weshalb nicht mit einer markanten Veränderung der Erwerbsquote gerechnet wird. Entsprechend ist bis etwa 2005 nicht mit einem demographisch bedingten Rückgang der Arbeitslosigkeit zu rechnen.

Wie bereits in früheren Szenarien dargestellt, sind es in erster Linie die zugewanderten Ausländerinnen und Ausländer, welche die Bevölkerung der Schweiz in Vergangenheit und Gegenwart statistisch relativ jung erhalten haben. Ihr Durchschnittsalter liegt sieben Jahre unter dem der Schweizerinnen und Schweizer. Allerdings wird nicht damit gerechnet, dass die Einwanderung die demographische Alterung weiterhin massgebend abschwächen wird. Das BFS erwartet, dass der Ausländeranteil zwar noch auf 22% zunehmen, anschliessend aber konstant bleiben wird. Dabei dürfte nach Ansicht des BFS das Wachstum der ausländischen Wohnbevölkerung grösstenteils bei den Nicht-EU-Bürgern erfolgen, wie dies schon aufgrund der Volkszählung von 1990 festzustellen war. Insofern spielt im demographischen Bereich auch die Integrationsfrage eine untergeordnete Rolle. Diese Aussage wird gestützt durch die Erfahrungen anderer

Staaten, bei denen ein EU-Beitritt den Ausländeranteil kaum verändert hat. Vielmehr muss davon ausgegangen werden, dass sich die Migrationsströme globalisiert haben.²²

BERICHT
DATUM: 30.12.1997
MARIANNE BENTELI

Die Bevölkerung in der Schweiz ist **seit rund 20 Jahren nie mehr so minim gewachsen** wie im Berichtsjahr. 1997 nahm die ständige Wohnbevölkerung um 12 000 Personen bzw. 0,2% auf 7 093 500 zu. Das ist die kleinste Zuwachsrate seit 1978, als ein Wachstum von 0,1% beobachtet wurde. 1 372 000 waren Ausländerinnen und Ausländer mit festem Wohnsitz in der Schweiz. Mit einem Zuwachs von ebenfalls 0,2% blieb ihr Anteil an der Wohnbevölkerung stabil.²³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 30.12.1997
MARIANNE BENTELI

Wie die **Statistik 1997 des Schweizer Städteverbandes** anhand der Daten von 133 Gemeinden für die Jahre 1991 bis 1996 zeigte, war Bern jene der fünf Städte mit mehr als 100 000 Einwohnern, die in diesem Zeitraum am meisten Einwohner einbüsste (-3,7%). Die Einwohnerzahl Lausannes ging um 3% zurück, jene von Basel und Zürich um weniger als 1%. Als einzige der Grossstädte konnte Genf einen Zuwachs verzeichnen (1,3%).

Genf hatte auch die höchste Einwohnerdichte (120 Einwohner pro Hektare ohne Flussläufe und Wälder), Bern dagegen den tiefsten Durchschnittswert mit 39 Einwohner pro Hektare. Weiter schwang Genf beim Ausländeranteil oben aus mit 43 Ausländerinnen und Ausländer auf 100 Einwohner (ohne Saisoniers) und wurde gesamtschweizerisch nur noch von Renens (VD) mit 44,4% übertroffen. Solothurn und Riehen (BS) verzeichneten den höchsten Anteil Rentnerinnen und Rentner mit 21% bzw. 20,9%. Gleich dahinter folgten Luzern und Bern mit ebenfalls mehr als 20% Seniorinnen und Senioren. Bei den Gemeinden mit der höchsten Zahl von unter 20jährigen stand Brig-Gils (VS) an der Spitze.²⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 17.08.1998
MARIANNE BENTELI

Genf wurde neu die **zweitgrösste Stadt** der Schweiz nach Zürich und löste damit Basel ab, das sich mit dem dritten Rang zufrieden geben muss. 1997 verzeichneten gemäss Bundesamt für Statistik alle Städte mit mehr als 50 000 Einwohner einen Bevölkerungsrückgang. Einzig Genf legte um 0,1% zu.²⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 30.12.1998
MARIANNE BENTELI

Die **ständige Wohnbevölkerung** der Schweiz nahm 1998 um rund 18 200 Personen zu und erreichte Ende Jahr den Stand von **7 114 600**. Die Zuwachsrate von 0,3% ist nur wenig grösser als diejenige von 1997 (0,2%) und gleich hoch wie jene von 1996. Sie liegt erneut deutlich unter dem Anstieg von mehr als einem Prozent zu Beginn der neunziger Jahre. Die Zunahme der gesamten Bevölkerung ergab sich aus dem Geburtenüberschuss von 17 200 (1997: 17 700) sowie einem Einwanderungsüberschuss von 700 (1997: -2600). Mit rund 19% blieb der Ausländeranteil relativ stabil. Die Zahl der Schweizerinnen und Schweizer nahm um 11 000 (0,2%) zu, aber ausschliesslich wegen Bürgerrechtswechsels.

In zwölf Kantonen stieg die Bevölkerung überdurchschnittlich an, namentlich in Zug (+1,6%) sowie in Nidwalden und Freiburg (je +1%). Sieben Kantone mussten erneut einen Bevölkerungsschwund hinnehmen. Am stärksten traf es Basel-Stadt (-1,2%) vor Glarus (-0,8%) und Uri (-0,3%). Rund 38,4% der Gesamtbevölkerung wohnten in den Kantonen Zürich, Bern und Waadt.

Nach Geschlecht aufgeteilt, zählte die Schweiz rund 3,5 Mio Männer und 3,6 Mio Frauen. Nach **Alter** waren knapp 1,7 Mio bis 19jährig, 2,1 Mio zwischen 20- und 39jährig, 2,3 Mio zwischen 40- und 64-jährig, rund 800 000 zwischen 65- und 79jährig und 281 500 über 80jährig. Bei diesen ältesten Menschen waren zwei von drei Frauen, doch nahm die Zahl der über 80-jährigen Männer in den letzten Jahren im Gegensatz zu jener der Frauen leicht zu.²⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 30.12.1999
MARIANNE BENTELI

Die ständige Wohnbevölkerung der Schweiz erhöhte sich 1999 um rund 36 900 Einheiten und erreichte Ende Jahr den Stand von **7 160 400 Einwohnerinnen und Einwohner**. Gegenüber dem Vorjahr stieg die Zuwachsrate von 0,4% auf 0,5%. Das Wachstum ergab sich aus dem Geburtenüberschuss von 13 500 und dem Einwanderungsüberschuss von 23 400 Personen. An der Spitze der Zunahme standen die Kantone Zug (+1,5%), Schwyz (+1,2%) und Freiburg (+0,9%). Drei Kantone wiesen einen Bevölkerungsrückgang auf: Basel-Stadt (-1,2%), Uri (-0,3%) und Jura (-0,2%). Die Zahl der Schweizerinnen und Schweizer erhöhte sich um 16 100 Personen (0,3%); diese Zunahme war ausschliesslich auf den Erwerb des Bürgerrechts zurückzuführen.²⁷

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 30.12.1999
MARIANNE BENTELI

Wie erst jetzt bekannt wurde, verzeichnete die schweizerische Bevölkerung **1998** zum ersten Mal seit 1871, dem Beginn der offiziellen Statistik der Geburten und Todesfälle, und mit Ausnahme des Jahres 1918, als die Spanische Grippe umging, **mehr Todesfälle als Geburten**. Der Geburtenrückgang beruht einerseits auf einer geringen Nachkommenschaft (1,3 Kinder) der Schweizerinnen, andererseits auf der Abnahme der Anzahl Frauen im gebärfähigen Alter.²⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2000
MARIANNE BENTELI

Die ständige Wohnbevölkerung der Schweiz erhöhte sich 1999 um 40'900 auf 7'164'400 Personen. Die Zuwachsrate stieg von 0,4% im Vorjahr auf 0,6%. 68% wohnten in Gemeinden, die 1990 über 10'000 Einwohner hatten, ein Drittel der Bevölkerung in den Agglomerationen der fünf Grosstädte Zürich, Basel, Genf, Bern und Lausanne. Erstmals seit Beginn der Statistik des jährlichen Bevölkerungsstandes von 1981 **überholte das Wachstum der städtischen Gebiete (+0,6%) jenes der ländlichen Regionen (+0,5%)**. 13 Kantone wiesen Zuwachsraten über dem Schweizer Mittel auf, so Schwyz (+1,4%), Zug (+1,3%) und Genf (+1,0%). Sechs Kantone verzeichneten einen Rückgang: am meisten Basel-Stadt (-1,1%), Uri (-0,4%) und Jura (-0,3%). Seit 1990 sind Zug (+15,8%), Schwyz (+15,5%) und Freiburg (+13,4%) am stärksten gewachsen.²⁹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2001
MARIANNE BENTELI

2001 nahm die ständige Wohnbevölkerung der Schweiz um rund 54'500 Personen zu (2000: 39'600) und erreichte Ende Jahr den Stand von 7'258'500. Die **Zuwachsrate** von 0,8% war leicht **höher als im Vorjahr** (0,6%). Die Zunahme ergab sich aus einem Geburtenüberschuss von 13'000 und einem Einwanderungsüberschuss von 41'500 Personen. Die Zahl der Schweizerinnen und Schweizer erhöhte sich um 19'700 Personen (+0,3%, Vorjahr +0,4%), was erneut ausschliesslich auf den Erwerb des Schweizer Bürgerrechts zurückzuführen war.

Die detaillierten Zahlen des BFS für 2000 zeigten, dass sich der Trend zu stärkerem Bevölkerungswachstum in den städtischen Gebieten (+0,7%) fortgesetzt hatte. Die fünf Grossagglomerationen (Zürich, Basel, Genf, Bern und Lausanne) verzeichneten eine Zunahme von 0,8%, die ländlichen Gebiete legten nur 0,3% zu. Elf Kantone wiesen überdurchschnittliche Zuwachsraten auf; an der Spitze befanden sich Zug (+1,7%), Schwyz (+1,5%) und Genf (+1,4%). Sechs Kantone mussten einen Bevölkerungsrückgang hinnehmen: am stärksten der Kanton Uri mit -0,7%, gefolgt von Basel-Stadt, Glarus und Appenzell Ausserrhoden (je -0,4%). Im Zeitraum 1990-2000 wuchsen die Kantone Zug (+17,7%), Schwyz (+17,2%) und Freiburg (+14,4%) prozentual am meisten.

Seit 1984 veröffentlicht das Bundesamt für Statistik (BFS) periodisch Bevölkerungsszenarien für die kommenden Jahrzehnte. Die neuesten publizierten Schätzungen stützten im Wesentlichen die früher errechneten Tendenzen. In einem stabilen sozioökonomischen und politischen Kontext dürfte die Zahl der in der Schweiz wohnhaften Personen in den nächsten 30 Jahren noch leicht zunehmen, um dann bis 2060 unter den heutigen Stand zu sinken. Als grösste Herausforderung bestätigte sich das Problem der zunehmenden Alterung der Bevölkerung und des Rückgangs des Anteils erwerbstätiger Personen ab dem Jahr 2015. Gemäss den Erwartungen des BFS steigt die Zahl der über 65-Jährigen bis ins Jahr 2060 von heute 14% auf 24% an. Auf Grund der demographischen Faktoren (Alterung und geringe Geburtenrate) nimmt der Anteil der Erwerbstätigen an der Gesamtbevölkerung ab und verringert sich von heute 4 Mio auf 3,7 Mio. 100 Erwerbspersonen schweizerischer Nationalität stehen im Jahr 2060 63 Personen gegenüber, die älter als 65 Jahre sind, während es heute erst 36 sind. Als mögliche Lösungen erwähnte das BFS Massnahmen zur Sicherung des Erwerbspersonenpotenzials (späterer Altersrücktritt und stärkerer Einbezug der Frauen) sowie eine offene Migrationspolitik.³⁰

Gemäss den ersten Zahlen der **Volkszählung 2000** lebten am Stichtag (1. Dezember) **7,28 Mio Personen** in der Schweiz. Mit einem Zuwachs von 5,9% gegenüber 1990 war das Bevölkerungswachstum zwar etwas schwächer als zwischen 1980 und 1990, aber stärker als in den meisten umliegenden Ländern. Mit Ausnahme von Basel-Stadt und Glarus nahm die Bevölkerung in allen Kantonen zu, am stärksten in Zug, Schwyz, Nidwalden, Freiburg und Obwalden (zwischen 11,9 und 17,2%). Unter dem Landesmittel lag der Zuwachs in den Kantonen Uri, Bern, Neuenburg, Appenzell Ausserrhoden und Jura (zwischen 1,4 und 2,9%). Gemäss BFS war die **räumliche Verteilung des Bevölkerungswachstums die homogenste seit** der ersten Erhebung im Jahr **1850**. Unterschiede waren aber dennoch auszumachen. So zeigte sich vor allem im östlichen Landesteil (Zürich, Ost- und Zentralschweiz), im Genferseeraum und im Tessin viel Dynamik in der Bevölkerungsentwicklung. Insgesamt legten vor allem der äussere Agglomerationsgürtel sowie städtische Gebiete des Voralpenraums zu. Verantwortlich für das Wachstum der Gesamtbevölkerung war einerseits der Geburtenüberschuss (Nachwuchs der Babyboom-Generation der 60-er Jahre), andererseits der Einwanderungsüberschuss, insbesondere aus den Staaten des ehemaligen Jugoslawiens.

2002 nahm die ständige Wohnbevölkerung der Schweiz um 59'700 Personen auf 7'320'900 zu. Mit 0,8% blieb das Wachstum gegenüber dem Vorjahr unverändert. Die Zunahme ergab sich aus einem Geburtenüberschuss von 11'000 und einem Einwanderungsüberschuss von 48'700 Personen. Dieser war hauptsächlich auf das Inkrafttreten der bilateralen Abkommen mit der EU am 1. Juni und der damit verbundenen Abschaffung des Saisonierstatuts zurückzuführen. Dadurch wurden vermehrt Jahresbewilligungen erteilt. Die ständige ausländische Bevölkerung (ohne internationale Funktionäre, Asylbewerber und Stagiaires) stieg um 28'200 auf 1'486'000 Personen (+ 1,9%). Die Zahl der Schweizerinnen und Schweizer nahm um 31'500 (+ 0,5%) zu. Dieser Zuwachs war ausschliesslich auf den Erwerb des Schweizer Bürgerrechts zurückzuführen. 36'500 in der Schweiz lebende Personen mit ausländischem Pass wurden eingebürgert.

Das Bundesamt für Statistik (BFS) legte erstmals eine Publikation vor, die alle relevanten Daten zur Bevölkerungsentwicklung vereint. Im Textteil werden die wichtigsten Aspekte der demografischen Situation erläutert und mit ausgewählten Grafiken illustriert. Im Anhang finden sich 16 Übersichtstabellen, welche die Eckdaten seit 1970 aufzeigen.³¹

Die ständige Schweizer Wohnbevölkerung wuchs 2003 gemäss den Berechnungen des Bundesamtes für Statistik (BFS) um rund 50'000 Menschen auf insgesamt 7'364'100 Personen. Das entspricht einer **Zuwachsrate von 0,7%** (2002: 0,8%). Obwohl der Immigrationsüberschuss im Vorjahresvergleich um 12% zurückging, blieben die **Einwanderer** hauptverantwortlich für das Bevölkerungswachstum. Ihre Zahl überstieg jene der Ausgewanderten um 43'000, womit sie vier Fünftel der gesamten Zunahme ausmachten. Dementsprechend war auch die Wachstumsrate der ausländischen Bevölkerung mit 1,6% mehr als doppelt so hoch wie jene der Gesamtbevölkerung. Die Zahl der Schweizer Staatsangehörigen nahm demgegenüber lediglich um 0,5% zu. Wie immer seit 1993 resultierte dieses Plus ausschliesslich aus Einbürgerungen (35'400). Am stärksten war das Wachstum in der Genferseeregion (1,3%), bei dem die Kantone Genf, Waadt, Freiburg, Wallis und Schwyz die Rangliste anführten. Einen geringen Rückgang mussten die Kantone Uri, Basel-Stadt, Appenzell Ausserrhoden und Jura hinnehmen.

Aus den Resultaten der Volkszählung 2000 ging hervor, dass die Entwicklung der Schweizer Wohnbevölkerung im vergangenen Jahrzehnt von zunehmender Alterung, mehr Scheidungen und weniger Heiraten geprägt war. Das Bevölkerungswachstum war über die verschiedenen Altersgruppen sehr ungleich verteilt. Am stärksten nahm die Gruppe der über 80-Jährigen mit einem Plus von 17,4% zu. Insgesamt 787 Menschen waren mehr als 100 Jahre alt; diese Zahl hat sich gegenüber der Volkszählung von 1990 mehr als verdoppelt. Zwei Altersgruppen nahmen zwischen 1990 und 2000 ab: Die Zahl der Kinder unter sechs Jahren ging um 1,1% zurück, jene der jungen Erwachsenen zwischen 18 und 29 Jahren sogar um 17,6%. Der starke Rückgang bei den jungen Erwachsenen liegt laut BFS einerseits bei den geringen Kinderzahlen der 60er Generation und andererseits beim Rekrutierungsstopp für ausländische Arbeitskräfte in den 90er Jahren. Der Altersquotient – die Zahl der über 64-Jährigen im Verhältnis zu den 20- bis 64-Jährigen – nahm seit 1990 von 23 auf 24,8% zu.

Gewachsen ist auch die Zahl der Ledigen und der Geschiedenen. Im Alter von 30 Jahren waren 46,1% der Bevölkerung noch unverheiratet; 1990 waren es nur 33,5% gewesen. Die Zahl der Geschiedenen stieg im vergangenen Jahrzehnt um 38%. Im Alter zwischen 48 und 58 Jahren war fast jeder Achte geschieden. Einen starken Einfluss auf Heirat

und Scheidung haben laut BFS Geschlecht und Nationalität. Die Männer heiraten im Durchschnitt drei Jahre später als die Frauen und bleiben häufiger ledig. Mit 50 Jahren sind 11% der Männer ledig, aber nur 9,1% der Frauen. Diese werden aber in der Regel früher im Lebenslauf von Scheidungen betroffen und bleiben auch häufiger als Männer dauerhaft geschieden. Auffällig ist laut BFS, dass sich bei den ausländischen Staatsangehörigen wesentlich traditionellere Familien- und Partnerschaftsformen finden.

Die Auswertung der Ergebnisse nach Familienformen ergab, dass zwischen 1990 und 2000 wie in den vorherigen Jahrzehnten die Zahl der Privathaushalte (Haushalte ohne Heime oder ähnliche Institutionen) landesweit nochmals stärker zugenommen hat als die Wohnbevölkerung, nämlich um 9,6% auf 3.12 Mio.; im gleichen Zeitraum wuchs die Wohnbevölkerung lediglich um 6,0%. Ein eigentlicher Boom von neuen Privathaushalten war in der Innerschweiz feststellbar, wobei dieser fast ausschliesslich durch die Zunahme der kleinen und kleinsten Haushalte verursacht wurde. Die grössten Zunahmen wurden in Zug (+26,6%), Schwyz (+24,5%) sowie Ob- und Nidwalden (je rund +23%) registriert. Gesamtschweizerisch ist der Trend zu kleinen Haushalten ungebrochen. Dies zeigte sich insbesondere am Anteil der Einpersonenhaushalte. Machten diese im Jahre 1960 noch 14,2% der privaten Haushalte aus, so waren es 2000 bereits 36,0%. Die Tendenz zu kleinen Haushalten ist besonders ausgeprägt in den urbanen Kantonen und Gemeinden der Schweiz. Die höchsten Anteile an Einpersonenhaushalten fanden sich wie bereits 1990 in den Kantonen Basel-Stadt (wo mittlerweile jeder zweite Haushalt von einem Single bewohnt wird) sowie Genf und Zürich, wo zwei von fünf Haushalten Einpersonenhaushalte sind.³²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2004
MARIANNE BENTELI

Ende 2004 umfasste die ständige Wohnbevölkerung der Schweiz **7'418'400 Einwohnerinnen und Einwohner**. Den provisorischen Angaben des Bundesamtes für Statistik (BFS) zufolge bedeutet dies einen Anstieg um rund 54'200 Personen oder **+0,7%** gegenüber 2003. Diese Zunahme ist mit jener des Vorjahres fast identisch. In dieser Zahl sind die schweizerischen Staatsangehörigen, die Ausländerinnen und Ausländer mit einer Niederlassungs- oder Aufenthaltsbewilligung, die Inhaberinnen und Inhaber einer Kurzaufenthaltsbewilligung, die für einen Mindestaufenthalt in der Schweiz von 12 Monaten berechtigt, sowie die internationalen Funktionärinnen und Funktionäre enthalten. Ausgeklammert sind die Kurzaufenthalter mit einer Bewilligung für weniger als ein Jahr (Ende 2004: 59'400 Personen) sowie die Personen im Asylbereich (Ende 2004: 55'100 Personen). Die Zunahme der ständigen Wohnbevölkerung im Jahr 2004 ist auf einen Geburtenüberschuss (Geburten abzüglich Todesfälle) von 12'500 Personen sowie auf einen Einwanderungsüberschuss (Einwanderungen abzüglich Auswanderungen) von 41'700 Personen zurückzuführen.

Die Zahl der Geburten stieg 2004 gegenüber dem Vorjahr leicht an, insgesamt wurden 73'100 Kinder geboren, 1'200 mehr als im Jahr 2003. Gemäss BFS bleibt damit die gegenüber den 1990er Jahren massiv gesunkene Geburtenzahl seit vier Jahren weitgehend stabil. Die durchschnittliche Kinderzahl pro Frau beträgt derzeit rund 1,4 wobei dieses Mittel für Ausländerinnen bei 1,9 Kindern liegt und für Schweizerinnen bei weniger als 1,3. Jedes siebte Kind wird dabei gemäss BFS ausserhalb der Ehe geboren. Ihr erstes Kind bekommen die Frauen in der Schweiz durchschnittlich mit 29,3 Jahren, womit der Trend, das Kinderkriegen wie auch das Heiraten zeitlich aufzuschieben, weiter anhält.

Zurückgegangen sind 2004 dagegen die Todesfälle, und zwar gegenüber dem Vorjahr um 2900 auf insgesamt 60'200. Das BFS begründet den Rückgang mit dem Ausbleiben einer Hitzewelle, wie sie 2003 vielen älteren Menschen zu schaffen gemacht hatte. Wiederum zugenommen hat dadurch auch die Lebenserwartung, für Männer und für Frauen um je etwa ein halbes Jahr. Die durchschnittliche Lebenserwartung lag 2004 für einen neugeborenen Knaben bei 78,6 Jahren, für ein neugeborenes Mädchen bei 83,7 Jahren. Der Unterschied zwischen den Geschlechtern verringert sich dabei leicht, aber stetig.

Insgesamt 39'500 Paare gaben sich im Jahr 2004 in der Schweiz das Ja-Wort. Das sind gemäss BFS etwas weniger als im Vorjahr (40'100). Umgekehrt stieg die Scheidungsrate weiter an. So wurden 2004 insgesamt 17'900 Ehen geschieden, das sind 1'100 Scheidungen mehr als im Vorjahr. Die Scheidungsrate erreichte neu die 44%-Marke.³³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2005
HANS HIRTER

Die ständige Wohnbevölkerung der Schweiz betrug am Ende des Berichtsjahres **7'459'100 Personen**. Den definitiven Angaben des Bundesamtes für Statistik (BFS) zufolge bedeutete dies einen Anstieg um rund 44'000 Personen oder **0,6%** gegenüber 2004. Damit fiel die Zunahme etwas geringer aus als in den drei Vorjahren. Nicht in dieser Zahl enthalten sind die Kurzaufenthalter mit einer Bewilligung für weniger als ein Jahr sowie die Personen im Asylbereich. Der Hauptfaktor für das Bevölkerungswachstum war wie in den Vorjahren die Immigration. Der Einwanderungsüberschuss (Einwanderungen abzüglich Auswanderungen) betrug 36'200 Personen, der Geburtenüberschuss (Geburten abzüglich Todesfälle) trug mit 11'800 Personen zu einem Viertel an das Bevölkerungswachstum bei. Der Einwanderungsüberschuss war jedoch deutlich tiefer als 2004; er ging ausschliesslich auf das Konto der ausländischen Bevölkerung, während mehr schweizerische Staatsangehörige auswanderten als in die Schweiz zurückkehrten (+44'700 ausländische Staatsangehörige gegenüber -8'500 schweizerischen).³⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2006
MARIANNE BENTELI

Die ständige Wohnbevölkerung der Schweiz betrug am Ende des Berichtsjahres **erstmals über 7.5 Millionen Personen** (7'508'700). Den Angaben des BFS zufolge bedeutete dies einen Anstieg um 49'600 Personen gegenüber dem Vorjahr, was einer Steigerung um 0,7% entspricht und damit vergleichbar ist mit dem Wachstum, das seit 2000 jährlich registriert wurde. Nicht in dieser Zahl enthalten sind die Kurzaufenthalter (69'200) mit einer Bewilligung für weniger als einem Jahr sowie die Personen im Asylprozess (44'900). Die Zunahme war auf einen Geburtenüberschuss von 13'100 Personen (73'400 Geburten abzüglich 60'300 Todesfälle) sowie auf einen Einwanderungsüberschuss von 39'400 Personen (127'600 Einwanderungen abzüglich 88'200 Auswanderungen) zurückzuführen. Sowohl der Geburten- als auch der Einwanderungsüberschuss waren 2006 grösser als 2005. Im Vergleich zu 2005 nahmen die Ein- und Auswanderungen zu, und zwar sowohl bei den ausländischen Personen als auch bei den Schweizer Staatsangehörigen. Es kamen 8,2% mehr ausländische Personen und 6,4% mehr Schweizer Staatsangehörige in die Schweiz. Die Auswanderungen nahmen bei den Ausländerinnen und Ausländern um 6,1% zu, bei den Schweizerinnen und Schweizern um 10,2% resp. 10'100 Personen. Seit 2001 (-1400) wird der Auswanderungsüberschuss der Schweizerinnen und Schweizer immer markanter. 2006 lag das Bevölkerungswachstum in neun **Kantonen** über dem gesamtschweizerischen Durchschnitt. Die Kantone mit dem grössten Wachstum waren Freiburg (+1,7%), Obwalden (+1,5%), Waadt (+1,2%), Wallis, Aargau und Schwyz (je +1,0%), Zürich (+0,9%), Tessin und Luzern (je +0,8%). Demgegenüber mussten vier Kantone einen Bevölkerungsrückgang hinnehmen: Uri und Basel-Stadt (je -0,4%), Glarus (-0,2%) und Appenzell Ausserrhoden (-0,1%). Die städtischen Gebiete wiesen ein leicht stärkeres Bevölkerungswachstum auf als die ländlichen Gebiete (0,7% gegenüber 0,5%), was im Mittel der letzten Jahre liegt. Beinahe drei Viertel der Bevölkerung (73% bzw. 5'508'400 Personen) lebten in städtischen Gebieten. Gemäss dem neuen Referenzszenario des Bundesamtes für Statistik (BFS) wird sich die ständige Wohnbevölkerung der Schweiz von 7.4 Mio. Anfang 2005 auf 8.2 Mio. im Jahr 2036 erhöhen und dann leicht auf 8.1 Mio. im Jahr 2050 sinken. In derselben Zeitspanne wird die Zahl der über 64-Jährigen um über 90% zunehmen, während die Zahl der 20- bis 64-Jährigen um 4% und jene der 0- bis 19-Jährigen um 15% abnehmen wird. Die Erwerbsbevölkerung wird von 4.2 Mio Anfang 2005 auf 4.5 Mio im Jahr 2018 steigen, um dann bis Ende 2050 auf einen Stand von 4.1 Millionen zurück zu gehen.³⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2007
MARIANNE BENTELI

2007 stieg die Bevölkerungszahl der Schweiz um **1,1% auf 7'592'400 Personen** (nicht enthalten sind darin internationale Funktionäre, Ausländer mit einem Aufenthaltsstatus von weniger als einem Jahr und Asylsuchende mit laufendem Verfahren). Dies bedeutet die grösste Zunahme seit Beginn der 90er Jahre des letzten Jahrhunderts. Über 80% des Wachstums waren erneut auf die Immigration zurück zu führen, 20% gingen auf das Konto eines Geburtenüberschusses. Die „Überalterung“ der Bevölkerung prägte sich weiter aus: Die Personen über 65 Jahre stellten 16,4% der Gesamtbevölkerung (gegenüber 15,4% im Jahr 2000), die Jugendlichen unter 20 Jahren noch 21,5% (2000: 23,1%). Neben dem Rückgang der Geburtenrate und der höheren Lebenserwartung ist dafür wesentlich der Übergang ins Rentenalter der „Baby-Boom“-Generation verantwortlich. Sieben Kantone (FR +2,2%, ZH +1,8%, ZG +1,75%, SZ +1,6%, VS +1,5%, VD +1,5% und TI +1,2%) registrierten eine Bevölkerungszunahme über dem Landesmittel; einzig im Kanton Uri ging die Bevölkerung zurück (um -0,1%). Während des Berichtsjahres wurden 40'100 Ehen geschlossen und 19'700 Scheidungen ausgesprochen. Zudem wurden rund 2'000 registrierte gleichgeschlechtliche

Partnerschaften eingegangen, in 70% der Fälle von Männern.³⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2008
MARIANNE BENTELI

Ende 2008 zählte die Schweiz 7'701'900 Einwohnerinnen und Einwohner, 108'400 Personen mehr als im Vorjahr. Dies ist die **stärkste Zunahme seit 1963**, liegt aber unter jener von 1961-1963, die dank eines hohen Einwanderungssaldos und eines gleichzeitig deutlichen Geburtenüberschusses erzielt wurde. Seit 1999 ist das Wachstum in erster Linie auf den Wanderungssaldo (Einwanderung minus Auswanderung) zurückzuführen. Im europäischen Vergleich gehört die Schweiz gemessen am Bevölkerungswachstum zu den dynamischsten Ländern. Nur gerade zwei Staaten wiesen 2008 ein stärkeres Wachstum als die Schweiz (+1,4%) auf: Luxemburg (+2,0%) und Irland (+1,5%). In den **städtischen Gebieten** war das Bevölkerungswachstum grösser (+1,6% gegenüber dem Vorjahr) als in den ländlichen Gegenden (+1,0%). Der Zuwachs lag in den Kantonen Waadt (+2,4%), Freiburg (+2,0%), Zürich und Schwyz (je +1,9%), Genf (+1,8%), Aargau (+1,7%), Wallis (+1,6%) sowie Thurgau (+1,5%) über dem gesamtschweizerischen Durchschnitt. Kein Kanton musste einen Bevölkerungsrückgang hinnehmen, wobei das geringste Wachstum in den Kantonen Jura (+0,4%), Appenzell Innerrhoden und Uri (je +0,5%) beobachtet wurde.³⁷

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2009
NATHALIE GIGER

Die Schweiz zählte Ende 2009 **7'783'000 Einwohnerinnen und Einwohner** und damit 81'200 mehr als im Vorjahr. Dies entspricht einem **Wachstum von 1,1%** gegenüber dem Vorjahr. Damit hat sich die Zunahme der ständigen Wohnbevölkerung gegenüber dem Rekordjahr 2008 leicht abgeschwächt und bewegt sich auf dem Niveau von 2007. Sämtliche Kantone verzeichneten 2009 ein Bevölkerungswachstum wobei dieses in den Kantonen Waadt (+1,9%), Freiburg (+1,8%), Obwalden (+1,6%) sowie Zürich und Aargau (+1,4%) über dem Durchschnitt lag und in den Kantonen Appenzell Innerrhoden und Jura die Bevölkerung am geringsten anstieg (+0,1%).

Verantwortlich für das erneute Wachstum waren zum einen ein Geburtenüberschuss (Geburten abzüglich Todesfälle) von 15'600 Personen sowie der Wanderungssaldo (Einwanderungen abzüglich Abwanderungen) und der Statuswechsel von 65'000 Personen auf der anderen Seite.

Laut den aktualisierten Szenarien der Bevölkerungsentwicklung des Bundesamts für Statistik wird die Bevölkerung der Schweiz bis 2030 auf 8,36 Mio anwachsen, danach wird die Zahl zurückgehen. Alle Kantone ausser Basel-Stadt, Glarus und Uri werden bis 2030 wachsen, am stärksten der Kanton Zug mit einer Zunahme von 19%. Ein starkes Wachstum wird auch für die Kantone Freiburg, Appenzell Innerrhoden, Nidwalden und Schwyz vorausgesagt (zwischen 14-18%). In absoluten Zahlen wird der Kanton Zürich am stärksten wachsen und zwar um 150'000 Personen auf rund 1,5 Mio Menschen. Dahinter folgen die Kantone Waadt (+ 88'000) und Aargau (+64'000). In allen Kantonen altert die Bevölkerung laut der Statistik stark. Einzig in den städtischen Kantonen (Genf, Waadt, Zug) bremsen die nationale und internationale Migration, geprägt von der Zuwanderung junger Erwachsener und der Abwanderung älterer Personen, die Alterung leicht.

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2010
NATHALIE GIGER

Die ständige Wohnbevölkerung der Schweiz betrug Ende 2010 **7'866'500 Einwohnerinnen und Einwohner** und damit 80'700 mehr als im Vorjahr. Diese Zunahme um 1% ist vergleichbar mit jener der Jahre 2009 und 2007, fällt aber geringer aus als im Rekordjahr 2008 (+1,4%). Verantwortlich für das erneute Wachstum war ein Geburtenüberschuss (Geburten abzüglich Todesfälle) von 17'500 Personen, womit gegenüber dem Vorjahr eine Zunahme um 10,7% verzeichnet wurde. Besonders in den Kantonen Appenzell Ausserrhoden (+11,6%), Aargau (+8,5%), Basel-Stadt (+8,0%) und Wallis (+7,3%) wurde eine Zunahme an Geburten verzeichnet.

Während des Berichtjahres wurden 42'800 Ehen geschlossen, was einer Zunahme um 2,1% gegenüber dem Vorjahr entspricht und vor allem auf eine grössere Zahl an Eheschliessungen zwischen Schweizerinnen und Schweizern zurückzuführen ist. Die Zahl der neu eingetragenen Partnerschaften hat sich seit der Einführung des Partnerschaftsgesetzes 2007 laufend verringert, im Jahr 2010 lag die Zahl bei 700 (-17% im Vergleich zum Vorjahr).

Die Bevölkerung der Schweiz dürfte nach den neuesten Schätzungen des BFS auf 9 Mio. im Jahr 2060 anwachsen. Ein mittleres Szenario, das mit gleichbleibenden Trends bei der Einwanderung, den Geburtenraten und der Lebenserwartung rechnet, sieht ein Bevölkerungswachstum bis 2055 vor; danach wird von einer Stabilisierung der Bevölkerungszahlen ausgegangen. Dies würde einem durchschnittlichen Wachstum von 0,3% pro Jahr entsprechen.

Während speziell die Annahmen zum internationalen Wanderungssaldo noch sehr

unsicher sind, gelten die Angaben zur Altersstruktur als relativ gesichert: Das BFS geht davon aus, dass der Anteil der Personen über 65 Jahren bis 2060 stark ansteigen wird, von gegenwärtig 17% auf 28% im Jahr 2060. Damit rechnen die Statistiker mit nahezu einer Verdoppelung der Anzahl Senioren im Verhältnis zu den Erwerbstätigen innerhalb der nächsten 50 Jahre.

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 03.05.2011
LAURENT BERNHARD

L'Association Ecologie et Population (Ecopop) a lancé en mai l'initiative populaire «**Halte à la surpopulation, pour la préservation durable des ressources naturelles**». Le texte contient entre autres deux exigences concrètes. D'une part, l'initiative stipule que la croissance de la population résidente, provoquée par l'immigration, se limite à 0,2% sur une moyenne de trois ans. D'autre part, elle prévoit l'attribution de 10% des fonds de l'aide suisse au développement à des projets d'informations sur le planning familial.

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2011
LAURENT BERNHARD

La croissance démographique s'est poursuivie en Suisse en 2011. A la fin de l'année 2011, la population résidente permanente s'élevait à **7'952'600 habitants**, soit un accroissement de 82'400 personnes par rapport à 2010. Cette hausse de 1,0% se situe au même niveau que lors des deux années précédentes. La population résidente permanente a augmenté dans la plupart des cantons. Les hausses les plus importantes ont été enregistrées dans les cantons de Fribourg (+2,2%), Vaud (+1,8%), Zoug (+1,7%), Glaris (+1,6%), Thurgovie et Zurich (+1,4% chacun), Valais (+1,3%), Lucerne et Argovie (+1,1% chacun) et Schaffhouse (+1,0%). Les populations des cantons d'Appenzell Rhodes-Intérieures et Bâle-Campagne ont quant à elles stagné entre 2010 et 2011, alors que celle du canton d'Uri a légèrement baissé (-0,1%).

Selon un scénario de l'évolution de la population calculé par l'Office fédéral de la statistique (OFS), la Suisse compterait 8,8 millions d'habitants en 2035. Cet accroissement de 12%, principalement dû aux migrations internationales, sera cependant ralenti par le vieillissement prononcé de la population. Tous les cantons enregistreront une croissance démographique positive entre 2010 et 2035. En revanche, ce développement ne sera pas homogène sur tout le territoire de la Suisse. A en croire les projections, il sera plus marqué autour de la métropole zurichoise et dans l'Arc lémanique.

C'est sur fond de cette croissance démographique soutenue que le Conseil national a adopté un postulat Girod (verts, ZH) chargeant le Conseil fédéral de présenter un rapport indiquant les mesures permettant de prévenir toute perte de qualité en matière de logement, de loisirs de proximité, de transports publics et de terres cultivables.³⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 03.08.2012
LAURENT BERNHARD

La croissance démographique s'est poursuivie en Suisse. A la fin de l'année 2012, la population résidente permanente s'est élevée à **8'036'900 habitants**, soit un accroissement de 82'300 personnes par rapport à 2011. Cette hausse de 1,0% se situe au même niveau que celui des deux années précédentes. C'est durant le mois d'août que la barre des 8 millions de personnes a été dépassée. L'augmentation est en premier lieu due à une croissance de 64'800 personnes provenant de différents mouvements migratoires. L'accroissement naturel, soit la différence entre les naissances et les décès, ne s'est monté qu'à 17'500 personnes. En 2012, le nombre de ressortissants étrangers séjournant de manière permanente en Suisse s'est monté à 1'869'000 personnes (53'000 de plus qu'à la fin de l'année 2011), soit un taux de 23,3% de la population résidente permanente totale, contre 22,8% en 2011. Cette augmentation de 0,5 points de pourcentage a été similaire à celles observées en 2010 et 2011. La population résidente permanente a augmenté dans la plupart des cantons. Les hausses les plus importantes ont été enregistrées dans les cantons de Fribourg (+2,3%), Thurgovie (+1,7%), Argovie (+1,5%), Valais et Tessin (+1,4% chacun). Une légère diminution a été observée uniquement dans le canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures (-0,1%).³⁹

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 31.12.2012
LAURENT BERNHARD

L'initiative populaire « Halte à la surpopulation, pour la préservation durable des ressources naturelles », lancée par l'Association Ecologie et Population (Ecopop) en mai 2011 a finalement abouti. C'est notamment grâce au soutien inattendu de Franz Weber que le seuil des 100'000 signatures valables a été atteint. Le texte demande que la croissance de la population résidente, provoquée par l'immigration, se limite à 0,2% sur une moyenne de trois ans. En outre, l'initiative préconise l'attribution de 10% des fonds de l'aide suisse au développement à des projets d'information sur le planning familial.⁴⁰

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 23.10.2013
LAURENT BERNHARD

En octobre, le Conseil fédéral a **présenté au parlement son message relatif à l'initiative populaire « Halte à la surpopulation, pour la préservation durable des ressources naturelles »**, lancée par l'Association Ecologie et Population (Ecopop). L'initiative exige l'instauration d'un plafond fixe en matière d'immigration ainsi que l'affectation à l'encouragement de la planification familiale volontaire par la Confédération d'au moins 10% des moyens qu'elle consacre à la coopération internationale au développement. Sans surprise, le gouvernement a recommandé aux chambres fédérales de rejeter le texte sans y opposer de contre-projet. Le Conseil fédéral a insisté sur le fait que l'initiative n'était pas compatible avec la politique migratoire poursuivie actuellement par les autorités fédérales. En effet, celle-ci repose sur la libre circulation des personnes avec les pays de l'Union européenne (UE) et de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et sur une admission limitée de ressortissants d'Etats tiers. L'immigration en provenance des pays européens est déterminée en premier lieu par les besoins de l'économie suisse. Le gouvernement a fait observer qu'en limitant de manière stricte l'immigration, l'initiative empêcherait les différents secteurs économiques de recruter les travailleurs dont ils auront besoin dans un futur proche.⁴¹

POSTULAT
DATUM: 13.12.2013
DIANE PORCELLANA

Elisabeth Schneider-Schneiter (pdc, BL) charge le Conseil fédéral de **synthétiser les rapports démographiques**, en vue d'élaborer une stratégie démographique et pour assurer la prospérité et le bien-être à long terme. Elle énumère quelques champs d'action comme la protection des systèmes sociaux, les aides aux régions rurales, les infrastructures publiques et privées, la durabilité du système politique et financier, etc. pour aiguiller le Conseil fédéral dans le traitement de sa requête. Le Conseil fédéral propose d'accepter son postulat et il a été adopté, sans discussion, par le Conseil national.⁴²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2013
LAURENT BERNHARD

A la fin de l'année 2013, la population résidente permanente s'est élevée à **8'136'700 habitants**, soit une augmentation de 97'600 personnes par rapport à 2012. En comparaison de la hausse enregistrée durant l'année précédente (+1,0%), le taux de croissance a légèrement progressé (+1,2%). Comme cela fut le cas au cours de la dernière décennie, le solde positif est principalement imputable aux mouvements migratoires. L'immigration nette a affiché une croissance de 80'400 personnes, ce qui correspond à une forte hausse de 24,1% par rapport à 2012. Quant à l'accroissement naturel, soit la différence entre les naissances et les décès, celui-ci s'est monté à 17'200 personnes. Au niveau des sexes, la Suisse compte aujourd'hui 4,1 millions de femmes et 4,0 millions d'hommes. Si les hommes sont un peu plus représentés que les femmes dans la classe d'âge la plus jeune (entre 0 et 24 ans), la répartition s'inverse progressivement. Les différences s'accroissent à partir de 60 ans. Parmi les 1'500 centaines que recense l'Office fédéral de la statistique (OFS), la proportion des femmes atteint 77%. Pour ce qui est de l'évolution démographique à travers le territoire, la population résidente a augmenté dans tous les cantons. Fribourg (+2,1%), Thurgovie (+1,6%), le Valais (+1,5%), l'Argovie (+1,4%) suivis de Genève et Zoug (+1,3% chacun) ont affiché les plus fortes hausses. La croissance la moins importante a été observée dans le demi-canton d'Appenzel Rhodes-Intérieures (+0,4%). Durant la session d'hiver, le Conseil national a transmis un postulat Schneider-Schneiter (pdc, BL) chargeant le Conseil fédéral d'élaborer une synthèse sur la stratégie démographique en se basant sur les rapports démographiques soumis par les différents départements fédéraux. Le but du rapport demandé consiste à établir une stratégie permettant de faire face au changement démographique.⁴³

Das Jahr 2014 wurde stark durch Debatten um die Zuwanderungspolitik geprägt. Dies lag nicht zuletzt im Umstand begründet, dass neben der am 9. Februar zur Abstimmung gelangten Volksinitiative "Gegen Masseneinwanderung" das Stimmvolk mit der **Volksinitiative "Stopp der Überbevölkerung - zur Sicherung der natürlichen Lebensgrundlagen"** am 30. November über eine zweite Initiative zu befinden hatte, die sich thematisch dem genannten Bereich zuordnen liess. Letztere wurde in der öffentlichen Debatte nach ihrer Urheberin, der Vereinigung Umwelt und Bevölkerung (**Ecopop**), bezeichnet. Das im Mai 2011 lancierte Begehren forderte die Einführung einer Beschränkung des Bevölkerungswachstum infolge Zuwanderung auf jährlich 0,2% der ständigen Wohnbevölkerung. Zudem hätten bei einer Annahme der Ecopop-Initiative mindestens 10% der Mittel, welche die Schweiz jährlich in die internationale Entwicklungszusammenarbeit investiert, für Massnahmen zur Förderung der freiwilligen Familienplanung eingesetzt werden müssen. Ferner hätte eine Annahme zur Folge gehabt, dass künftig keine völkerrechtlichen Verträge mehr hätten abgeschlossen werden dürfen, die gegen die Initiativbestimmungen verstossen würden. Bestehende Verträge hätten innerhalb von vier Jahren angepasst oder gekündigt werden müssen. Wenig überraschend beantragte der Bundesrat im Herbst 2013 die Volksinitiative dem Souverän ohne Gegenentwurf zu unterbreiten mit der Empfehlung, sie abzulehnen. Die Regierung verwies in ihrer Botschaft darauf, dass im Falle einer Annahme der Initiative weder das Freizügigkeitsabkommen noch das EFTA-Übereinkommen weitergeführt werden könnten, was sich ihrer Meinung nach massgeblich auf das Wirtschaftswachstum der Schweiz auswirken würde. Der Antrag des Bundesrates wurde in der Sommersession 2014 von beiden Kammern deutlich gutgeheissen. Im Nationalrat stimmten drei, im Ständerat nur gerade ein Volksvertreter gegen den bundesrätlichen Vorschlag. Auf Sympathien stiess die Vorlage hingegen bei der SD, der AUNS und Teilen der SVP-Basis. Acht SVP-Kantonalsektionen wichen von der nationalen Parteilinie ab. Sieben beschlossen wie SD und AUNS die Ja-Parole, die Genfer Kantonalsektion erteilte die Stimmfreigabe. Alle anderen Parteien sowie die Wirtschaftsverbände und die Gewerkschaften sprachen sich gegen eine Annahme der Ecopop-Initiative aus. Die Initianten verfügten über wenig Kampagnenerfahrung und über wenig finanzielle Ressourcen. Anders das gegnerische Lager, das zwar nicht vollständig zentralisiert, aber nicht minder geeint zu Werke ging. Neben dem überparteilichen Komitee "Ecopop Nein", das vom Wirtschaftsverband Economiesuisse geleitet wurde und von dem der grösste Kampagneneffort ausging, engagierten sich auch Parteien (v.a. FDP und glp), Gewerkschaften (Syna, TravailSuisse) und kantonale Komitees gegen die Ecopop-Initiative. Auf Seite der Ecopop-Befürworter schalteten sich neben dem Initiativkomitee auch Akteure des rechtskonservativen Lagers in den Wahlkampf ein, was auf Pro-Seite zu einem selten gesehenen Konglomerat aus ökologischer Wachstumskritik und fremdenfeindlichen Motiven führte. Die Ecopop-Initiative wurde schliesslich von Volk und Ständen klar verworfen. Nur 25,9% der Partizipierenden stimmten der Vorlage zu (Stimmbeteiligung: 50%). Die Klarheit des Resultates überraschte, zumal im Vorfeld Umfrageresultate auf einen höheren Ja-Stimmenanteil hindeuteten. Die höchsten Ja-Anteile wurden in den Kantonen Tessin (36,9%), Schwyz (34,2%) und Obwalden (32,6%) registriert. Die tiefste Zustimmung verzeichneten die Westschweizer Kantone Waadt (17,3%), Wallis (21,3%) und Genf (21,4%).

Abstimmung vom 30. November 2014

Beteiligung: 50,0%
Ja: 671 099 (25,9%) / 0 Stände
Nein: 1 920 454 (32,1%) / 20 6/2 Stände

Parolen:

- Ja: SD, AUNS.
 - Nein: SVP (8)*, SPS, FDP, CVP, GPS, GLP, BDP, EVP, CSP, EDU, eco, sgv, SGB, TravS.
- * In Klammer Anzahl abweichender Kantonalsektionen

Die VOX-Analyse zur Ecopop-Initiative kam zum Schluss, dass das Volksbegehren, dessen Inhalt mehrere Dimensionen umfasste, fast ausschliesslich als Zuwanderungsvorlage verstanden wurde. Die Umwelthanliegen der Volksinitiative, wie auch der vorgeschlagene Beitrag an die Familienplanung in armen Ländern, blieben weitgehend unbeachtet. Gemäss der Umfrage fanden die Initianten ihre Unterstützung dann auch in den der SVP nahestehenden Kreisen, die dem Anliegen zu 56% zustimmten, während nur eine kleine Zahl der Sympathisanten der Grünen (19%) und der Grünliberalen (11%) ein Ja in die Urne legten. Eine zusätzliche Befragung innerhalb der VOX-Studie ergab, dass jede zweite Person, die bei der

Masseneinwanderungsinitiative Ja gestimmte hatte, bei der Ecopop-Initiative ein Nein in die Urne legte. Vor allem Anhänger der SVP, aber auch solche von FDP und CVP votierten anders als noch im Februar.⁴⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 26.08.2016
DAVID ZUMBACH

Die ständige **Wohnbevölkerung der Schweiz** ist gemäss Angaben des Bundesamts für Statistik (BFS) **2015** um 89'500 Personen gewachsen und betrug am Ende des Jahres 8'327'100. Die Wachstumsrate lag mit 1,1% unter dem Niveau der Vorjahre. Der Wanderungssaldo wie auch ein Geburtenüberschuss trugen zum Bevölkerungswachstum bei. Der Wanderungssaldo war mit 71'900 Personen schweizerischer und ausländischer Nationalität zwar immer noch der Haupttreiber der wachsenden Bevölkerungszahl, nahm im Vergleich zum Vorjahr aber um 5,7% ab. Bereits 2013 und 2014 war das Wachstum des Wanderungssaldos zurückgegangen. Für den Löwenanteil der Wanderungsbewegungen zeichneten sich Menschen aus Italien, Frankreich, Deutschland, Portugal und Spanien verantwortlich. Auf kantonaler Ebene war die Bevölkerungszunahme in Zug (1,7%), Waadt (1,6%) und Genf (1,5%) am grössten. In Neuenburg und Graubünden wuchs die Bevölkerung nur um 0,4%. Im Kanton Uri schrumpfte die Bevölkerungszahl gar. Die Kantone Genf, Basel-Stadt und Waadt registrierten im Verhältnis zur Bevölkerungszahl die meisten Ein- und Auswanderungen. Bei der zweiten Wachstumskomponente, der natürlichen Bevölkerungsbewegung, unterschied sich die Schweiz mit einem Geburtenüberschuss von 19'000 Personen von vielen Ländern der Europäischen Union (EU): Deutschland, Griechenland, Italien oder Portugal etwa verzeichneten 2015 mehr Todesfälle als Geburten. Unterschiede im Geburtenüberschuss existierten 2015 aber auch innerhalb der Schweiz. So verzeichneten das Tessin, Schaffhausen, Basel-Stadt und Uri mehr Todesfälle als Geburten.

2015 erreichte die Zahl der ausländischen Staatsangehörigen mit ständigem Wohnsitz in der Schweiz erstmals die 2-Millionen-Grenze, was 24,6% der ständigen Wohnbevölkerung entsprach. Die grössten Ausländergruppen in der Schweiz waren italienischer, deutscher, portugiesischer, französischer und kosovarischer Staatsangehörigkeit. Auf sie entfielen über die Hälfte aller ausländischen Staatsangehörigen mit ständigem Wohnsitz in der Schweiz (54%). Auf kantonaler Ebene verzeichneten Genf (41%), Basel-Stadt (35%) und Waadt (34%) die höchsten Ausländeranteile. In den Kantonen Obwalden, Jura, Nidwalden, Uri und Appenzell-Innerrhoden waren weniger als 15% der Wohnbevölkerung ausländische Staatsangehörige.⁴⁵

BERICHT
DATUM: 09.12.2016
DIANE PORCELLANA

Le Conseil fédéral a transmis son rapport intitulé «**Changement démographique en Suisse: champs d'action au niveau fédéral**». Seize domaines politiques et différents rapports sur les conséquences du changement démographique ont été examinés. D'après les conclusions du rapport, les défis démographiques sont reconnus au niveau fédéral. L'exploitation des ressources et des compétences des groupes de population plus âgés et plus diversifiés est identifiée comme une chance. La pénurie de main d'œuvre, la pression croissante sur les ressources naturelles, le financement de la prospérité dans une société vieillissante représentent des risques. Le rapport pointe six thèmes transversaux qu'il faudrait traiter de manière suprasectorielle comme par exemple le financement de la sécurité sociale et le maintien du contrat entre les générations; la conciliation entre vie privée et professionnelle et soins aux proches; l'utilisation et la consommation des ressources naturelles. Pour le Conseil fédéral, une stratégie démographique nationale n'est pas nécessaire. Les thèmes centraux, les chances, les risques et les domaines d'action liés aux défis démographiques sont connus. De plus, les départements et les offices abordent et gèrent ces défis. Toutefois, il suggère qu'en cas de nécessité, il faudrait alors mieux intégrer les conséquences du changement démographique dans les stratégies des départements et des offices, ainsi que dans des stratégies supérieures.⁴⁶

Arbeitsmarkt

ANDERES
DATUM: 23.06.2015
DAVID ZUMBACH

Im Juni 2015 veröffentlichte das Staatssekretariat für Wirtschaft (SECO) den **11. Observatoriumsbericht zum Freizügigkeitsabkommen der Schweiz mit der EU**. Dem Bericht zufolge lag die Nettozuwanderung aus dem gesamten EU/EFTA-Raum 2014 mit 50'600 Personen deutlich unter dem Wert des Vorjahrs (68'000). Über 60% der neu ausgestellten Aufenthaltsbewilligungen gingen dabei an Zuwanderer, die zur Aufnahme einer Erwerbstätigkeit in die Schweiz einreisten. Im Mittel waren die FZA-Zuwanderer, so der Bericht, "formal höher qualifiziert" als die Schweizer Erwerbsbevölkerung. Seit Inkrafttreten des Freizügigkeitsabkommens am 1. Juni 2002 haben EU/EFTA-Staatsangehörige in der Schweiz vor allem im Gesundheits- und Sozialwesen sowie im Bereich der wissenschaftlichen und technischen Dienstleistungen Arbeit gefunden. Ausgeprägt war der Beschäftigungszuwachs weiter in der Industrie, im Handel und im Baugewerbe. Der Bericht kam weiter zum Schluss, dass sich das gesamtschweizerische Niveau der Arbeitslosigkeit seit Inkrafttreten des FZA kaum verändert hatte. Zudem war bei Betrachtung der ständigen Wohnbevölkerung keine relevante Lohndifferenz auszumachen. Eine Lohndifferenz bestand hingegen zwischen ansässigen Erwerbstätigen und Grenzgängern. Der Bericht strich vor allem die Situation im Kanton Tessin heraus, wo sich die bereits erhebliche negative Lohndifferenz von Grenzgängern in den letzten Jahren noch deutlich vergrössert hatte. Wie bereits im Jahr zuvor kam der Bericht zum Schluss, dass die Zuwanderung die umlagefinanzierten Sozialversicherungen der ersten Säule seit 2002 entlastet, jedoch im Bereich der Arbeitslosenversicherung (ALV) gewisse Mehrkosten erzeugt hatte.⁴⁷

ANDERES
DATUM: 05.07.2016
DAVID ZUMBACH

Im Juli 2016 veröffentlichte das Staatssekretariat für Wirtschaft (SECO) den **12. Observatoriumsbericht zum Freizügigkeitsabkommen der Schweiz mit der EU**. Gemäss Bericht lag die Nettozuwanderung aus dem EU/EFTA-Raum 2015 bei 47'800 Personen und blieb damit trotz rückläufigem Wirtschaftswachstum und eingetrübter Beschäftigungslage nur um 5% unter dem Vorjahresniveau. Im ersten Quartal 2016 habe sich der Zuwanderungsrückgang dann aber deutlich akzentuiert. Der Bericht, der sich in erster Linie mit den Auswirkungen der Zuwanderung auf den Arbeitsmarkt auseinandersetzte, kam überdies zum Schluss, dass die jüngste Zuwandererkohorte im Mittel schlechter ausgebildet war als die Zuwandererpopulation der frühen Jahre unter der Personenfreizügigkeit und damit für den Schweizer Arbeitsmarkt eine "ungünstigere Qualifikationsstruktur" aufwies. Zudem waren, so die Autoren, EU/EFTA-Staatsangehörige stärker von der schwächelnden Wirtschaft und den negativen Arbeitsmarktstendenzen betroffen als Schweizer Arbeitnehmende. Aus den Lohndaten ergaben sich überdies wie im Vorjahr Hinweise darauf, dass im Tessin und auch im Jurabogen Grenzgänger bei gleicher Qualifikation für die gleiche Arbeit teilweise weniger Lohn erhielten als in der Schweizer wohnhafte Arbeitnehmende. Gleichwohl stellte das Observatorium fest, dass das Lohnwachstum in der Schweiz seit Inkrafttreten des Freizügigkeitsabkommens im Jahr 2002 "insgesamt robust" und "über die Lohnverteilung hinweg ausgewogen" ausgefallen war, woraus die Autoren schlossen, dass die flankierenden Massnahmen die Löhne der einheimischen Erwerbsbevölkerung erfolgreich zu schützen vermochten.⁴⁸

ANDERES
DATUM: 04.07.2017
DIANE PORCELLANA

Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) publie le **treizième rapport de l'Observatoire sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE** relatif à l'année 2016. Le solde migratoire par rapport à l'UE/AELE se monte à 35'000 personnes, soit une diminution de 27% par rapport à 2015. Le solde migratoire est de 56'300 individus issus des Etats tiers. L'année 2016 enregistre une baisse importante de l'immigration portugaise (1'400 personnes; -72% par rapport à 2015), espagnole (2'000; -41%) et allemande (3'500; -36%). L'immigration française et italienne reste relativement élevée (9'500; -14% et 5'700; -26%).

Le rapport dresse également un bilan des quinze années de libre circulation. L'immigration nette moyenne par année englobe 65'500 personnes, dont les deux tiers proviennent de l'UE. Le marché du travail suisse requérant de la main d'œuvre hautement qualifiée, la main d'œuvre de l'UE se retrouve fortement représentée dans les branches des services. Avant la crise financière de 2008-2009, la plupart de la main d'œuvre étrangère était issue d'Allemagne. Suite à celle-ci, l'immigration émane principalement de l'Europe du Sud et de l'Est. Au regard de l'évolution du marché du travail sur la période, il n'y a eu aucun signe d'une répercussion négative de l'immigration sur le chômage. Par contre, la libre circulation aurait favorisé un léger frein à la croissance des salaires des travailleurs hautement qualifiés.⁴⁹

D'après le **quatorzième rapport de l'Observatoire sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE**, le solde migratoire par rapport à l'UE/AELE se montait à 31'250 personnes pour l'année 2017. Par rapport à 2016, il y a eu un recul de 11 points de pourcentage. En incluant l'immigration en provenance des Etats tiers, le bilan migratoire atteignait 53'950 individus. Les immigrés de l'Europe du Sud ont été moins nombreux en raison de l'amélioration de leurs perspectives d'emplois sur leur marché du travail. L'immigration allemande et française est restée stable, alors que le Portugal a affiché un solde négatif. Les Bulgares et les Roumains ont été les plus nombreux à immigrer. Toutefois, la Suisse n'est toujours pas le pays prioritaire pour la main-d'œuvre en provenance d'Europe de l'Est. La libre circulation des personnes a su satisfaire la demande en main-d'œuvre bien qualifiée de ces dernières années. Ainsi, 54% des immigrés étaient titulaires d'une formation tertiaire – les Français représentaient 70%, les Allemands 63%, les Italiens 50% et les Portugais 13%. Ils ont pu occuper des postes correspondant à leur niveau de qualification et également percevoir des salaires similaires à ceux de la population résidente présentant les mêmes caractéristiques. Néanmoins, les immigrés qualifiés d'Europe du Sud et de l'Est ne sont parfois pas parvenus à maximiser leurs diplômes de formation, engendrant des écarts salariaux. Une des explications serait les lacunes linguistiques. Alors que la demande de main-d'œuvre qualifiée est toujours soutenue, la main-d'œuvre aux qualifications moins élevées est aussi recherchée. En effet, la proportion de personnes sans formation scolaire post-obligatoire a nettement reculé ces dernières années en Suisse. En raison de la législation helvétique, il n'est plus possible de recruter de la main-d'œuvre faiblement qualifiée dans les Etats tiers, si bien que ce besoin est également couvert par les immigrés de la zone UE, notamment d'Europe du Sud et de l'Est. Le taux d'activité des ressortissants de l'UE s'élevait à 87.2% en 2017, contre 84% en moyenne nationale et 84.4% pour les Suisses. Il n'y a pas eu de préjudice à la population indigène. Le risque de chômage des Suisses est toujours bas, depuis des années, tandis que la participation des immigrés au marché du travail progresse. Il ressort que les immigrés d'Europe du Sud et de l'Est sont davantage exposés à un risque de chômage en raison de la structure de la formation et de l'emploi. D'après les prévisions, en raison de l'amélioration conjoncturelle synchrone de la zone UE, les entreprises suisses pourraient rencontrer des difficultés à recruter de la main d'œuvre dans la zone UE.⁵⁰

Le **quinzième rapport de l'Observatoire sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE** indique un solde migratoire de ressortissantes et ressortissants de l'UE/AELE de 31'200 personnes en 2018. La stabilité du solde par rapport à l'année précédente s'explique par la faible demande de main-d'œuvre et une amélioration de la situation du marché du travail dans cette zone. Pour le Portugal, le solde migratoire est à nouveau négatif (-2'600 personnes). L'immigration nette des ressortissantes et ressortissants des Etats tiers est de 23'500 personnes. Le bilan migratoire global atteint donc 54'600 individus, ce qui correspond à une part de la population immigrée de 32% par rapport au total de la main-d'œuvre suisse. Ainsi, la Suisse figure au deuxième rang au niveau européen, derrière le Luxembourg. L'arrivée d'une main-d'œuvre jeune a pu freiner le vieillissement de la population. Toutefois, la Suisse ne saurait tabler sur l'immigration pour atténuer le vieillissement démographique à long terme, puisque la part de la population en âge typique d'émigrer diminuera dans toutes les régions de l'UE ces prochaines quinze années. L'immigration n'écarte pas la population indigène du marché du travail. L'immigration en provenance de l'UE/AELE renforce la part de personnes hautement qualifiées et apporte, d'après le rapport, une «excellente complémentarité» sur le marché du travail suisse. Elle permet également d'éviter une croissance rapide des hauts salaires en comblant la pénurie de main-d'œuvre. A l'appui des projections conjoncturelles, la Suisse pourrait avoir des difficultés pour recruter de la main-d'œuvre européenne en raison d'un faible niveau de chômage global dans cette zone.⁵¹

1) Office fédéral de l'énergie (1995). Statistique globale suisse de l'énergie 1994.; Presse du 26.5.95.

2) LT, 16.4.02.

3) Communiqué de presse OFEN du 28.4.04

4) Communiqué de presse OFEN du 8.6.06

5) Communiqué de presse OFEN du 10.4.08 ; Presse du 11.4.08.

6) Communiqué de presse OFEN du 13.4.11; Presse du 14.4.11.

7) Communiqué OFEN du 19.4.12

8) SPJ 1989, S. 184; Presse vom 19.4.90; Verhandl. B.vers., 1990, V. S. 127.

9) Die Volkswirtschaft, 64/1991, Nr. 6, S. 6*; Presse vom 29.1.91; wf, K/, 18.2.91.

10) Presse vom 18.12.91 und 1.7.92.

11) Die Volkswirtschaft, 65/1992, Nr. 8, S. 2 f.; Presse vom 1.7.92. Siehe auch SPJ 1991, S. 201.; Lit. BfS, Szenarien; W. Haug.

- "Abschied vom Bevölkerungswachstum? Szenarien zur Zukunft der schweizerischen Bevölkerung, 1991-2040", in Die Volkswirtschaft, 65/1992, Nr. 10, S. 10 ff.; Presse vom 30.5.92.
- 12) Presse vom 3.6.93. Vgl. auch die Ausführungen des BR in Amtl. Bull. NR, 1993, S. 2058 f. Siehe ebenfalls SPJ 1992, S. 198 f.
 - 13) Presse vom 30.11.93.
 - 14) Bundesamt für Statistik, Volkszählung 1990: Ein Profil der Schweiz, Bern 1993. Siehe dazu auch SPJ 1991, S. 201.
 - 15) Presse vom 29.3.94.
 - 16) Presse vom 30.3.94; NZZ, 7.4.94. Zu Diskussionen über die Zusammensetzung der Delegation an dieser Konferenz siehe Amtl. Bull. NR, 1994, S. 1448.
 - 17) Presse vom 21.10.94.2
 - 18) Amtl. Bull. NR, 1994, S. 2472 f.4
 - 19) Presse vom 9.3.96
 - 20) Bund, 12.10.95.
 - 21) Lit. Bundesamt.
 - 22) Lit. Bundesamt für Statistik und Priester.
 - 23) Die Volkswirtschaft, 71/1998, Nr. 5, S. 20*; Presse vom 31.1.98.
 - 24) JdG, 26.1.98. Siehe auch: V. Latorre, "Die Bevölkerungsstruktur in der Schweiz 1996", in Die Volkswirtschaft, 70/1997, Nr. 10, S. 50 ff.
 - 25) Presse vom 17.8.98.
 - 26) Presse vom 6.2.98.
 - 27) Presse vom 6.3.00. Vgl. SPJ 1998, S. 222.
 - 28) Presse vom 13.10.99.
 - 29) Presse vom 30.8.00.1
 - 30) Presse vom 27.2.02. Zu den Einbürgerungen siehe oben, Teil I, 1b (Bürgerrecht).1
 - 31) Presse vom 23.1.03.
 - 32) Presse vom 18.3., 3.9.03 und 23.8.04
 - 33) Presse vom 8.3. und 25.6.05
 - 34) Presse vom 26.8.06.
 - 35) Presse vom 5.7.06 und 31.8.07
 - 36) Presse vom 22.2.08.
 - 37) AZ, BÜZ und TA, 28.8.09. Siehe SPJ 2007, S. 204.
 - 38) Communiqué de l'OFS du 26.4.2012.
 - 39) Communiqué de l'OFS du 25.4.13; NZZ, 3.8.12.
 - 40) FF, 2012, p. 9038 s; NZZ, 9.8.12.
 - 41) BBl, 2013, 8693 ff.
 - 42) BO CN, 2013, p. 2209
 - 43) Communiqué de l'OFS du 24.4.14; NZZ, 25.4.14.
 - 44) AB NR, 2014, S. 949 ff.; AB SR, 2014, S. 267 ff.; BBl, 2013, 8693 ff.; Lit. Sciarini / Nai / Lanz; NZZ, 25.8., 17.10.14
 - 45) Medienmitteilung BFS vom 26.8.16
 - 46) Rapport CF du 6.12.16
 - 47) Bericht SECO vom 23.6.15
 - 48) Bericht SECO vom 5.7.16
 - 49) Communiqué de presse SECO; SECO-13e rapport de l'Observatoire sur le libre circulation des personnes
 - 50) Communiqué de presse SECO 3.7.18; Rapport SECO du 3.7.18
 - 51) Communiqué de presse SECO du 1.7.19; Rapport SECO du 1.7.19; LT, 2.7.19